

La gestion de la problématique des favelas de Rio de Janeiro en vue des événements sportifs

Le cas des politiques de pacification

Mémoire réalisé par
Florence Habay

Promoteur
Isabel Yépez del Castillo

Lecteur
Amine Ait-Chaalal

Année académique 2016-2017
Master en Sciences Politiques, Orientation Relations Internationales, Finalité Action Humanitaire

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Je remercie tout d'abord ma promotrice, Professeure Isabel Yépez del Castillo, pour m'avoir suivi tout au long de ce travail ainsi que de m'avoir apporté son soutien lors de mon expérience au Brésil.

Je remercie ensuite Laurent Delcourt, membre du CETRI, pour m'avoir fourni des informations essentielles à la constitution de ce mémoire.

Je remercie également toutes les personnes membres de l'*Instituto Tocando em Você*, qui m'ont soutenu lors de mon séjour à Rio de Janeiro et qui ont fait ce qu'elles pouvaient pour m'apporter les informations dont j'avais besoin. Tout particulièrement, je tiens à remercier Simone Colucci, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, et Marcia Renault, toutes deux m'ayant apporté une aide précieuse dans la collecte d'informations et de témoignages.

Table des matières

Introduction	6
Chapitre 1: Problématique.....	8
1. La gestion de la problématique des favelas.....	8
2. Hypothèse.....	13
3. Méthodologie	14
Chapitre 2: Contexte et définition des favelas	15
1. Bref historique.....	15
2. Définition des favelas.....	18
Chapitre 3: Les impacts de la pacification sur les favelas	21
1. Historique des politiques publiques	21
1.1. Période militaire (1964-1985).....	21
1.2. L'après-dictature	23
1.3. Arrivée du Parti des Travailleurs au pouvoir en 2003	25
1.4. <i>Minha Casa Minha Vida</i>	26
2. Processus d'« invisibilisation »	28
2.1. Démolition et expulsion.....	28
2.1.1. Impacts au niveau social.....	28
2.1.1.1. Expropriations.....	28
2.1.1.2. Travail	30
2.1.1.3. Enfants et adolescents	32
2.1.2. Au niveau urbain	33
2.1.2.1. <i>Minha Casa Minha Vida</i>	33
2.1.2.2. Reconfiguration urbaine.....	36
2.1.2.3. Exemple du Maracanã.....	39
2.1.2.4. Mobilité urbaine.....	41
2.1.3. Au niveau sécuritaire	42

2.2. Construction d'un mur et rôle des médias	44
3. Transformation des favelas	46
3.1. Préparation à la pacification.....	46
3.1.1. Impacts au niveau social.....	47
3.1.2. Au niveau urbain	49
3.1.3. Au niveau sécuritaire	50
3.2. Réorganisation esthétique et organisation touristique	54
3.2.1. Impacts au niveau social.....	54
3.2.2. Au niveau urbain	58
3.2.2.1. <i>Complexo do Alemão</i>	58
3.2.2.2. <i>Morro da Providência</i>	59
3.2.2.3. <i>Rocinha</i>	60
3.2.2.4. <i>Santa Marta</i>	61
3.2.2.5. <i>Vidigal</i>	61
Chapitre 4 : Etude de cas : <i>favela do Salgueiro</i>	62
Chapitre 5 : Nouvelle approche avec l'arrivée des UPP	67
Conclusion.....	71
Bibliographie.....	74

Introduction

Rio de Janeiro est une ville pleine de contradictions. D'un côté, une nature époustouflante avec le parc national de *Tijuca*, son jardin botanique et ses innombrables randonnées sur les *morros*¹ cariocas qui offrent des vues spectaculaires sur la *cidade maravilhosa*² ; de l'autre, son image de violence associée aux trafiquants de drogues dans les favelas, ainsi qu'aux nombreux débordements policiers lors des mega-événements de ces dernières années.

Ce travail traitera des nombreux impacts des politiques de pacification sur les favelas. Celui-ci n'étant pas exhaustif, nous nous focaliserons sur la période de la Coupe du Monde de 2014 et des Jeux olympiques de 2016, en reprenant certains événements liés aux Jeux panaméricains de 2007 et à la Coupe des Confédérations de 2013, ces derniers ayant eu des impacts dans les décisions prises par les autorités publiques.

La population de Rio de Janeiro est estimée à 6.5 millions d'habitants et compte 92 municipalités, selon l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique. Le Brésil a signé les traités internationaux et les conventions sur les droits de l'homme qui établissent les règles concernant les terres, le logement et les droits propres aux personnes. Cependant, dans le cas de Rio de Janeiro, le traitement réservé aux personnes expropriées pose des doutes quant au respect de ces traités et conventions.

En effet, les politiques mises en place par les autorités cariocas ont eu des conséquences diverses sur la population, et plus particulièrement sur les processus de disparité sociale, terme essentiel sur lequel nous reviendrons tout au long de ce travail.

Dans un premier temps, il sera question, dans le Chapitre 1, de définir la problématique de la gestion urbaine, notion centrale de ce travail, ainsi que de préciser l'hypothèse et la méthodologie utilisée tout au long de la rédaction.

Ensuite, le Chapitre 2 traitera de la définition des favelas et de leur contexte d'apparition en faisant un résumé historique de ces dernières. Nous ferons notamment la différence entre la favela, *l'asfalto* et les quartiers résidentiels fermés.

¹ En français, « collines »

² En français, « ville merveilleuse »

Le Chapitre 3 analysera les impacts du processus de pacification des favelas. Ce dernier sera divisé en plusieurs parties. La première fera un rappel sur les politiques publiques prises à l'encontre des favelas depuis la période militaire jusqu'à aujourd'hui, avec notamment le programme *Minha Casa Minha Vida*. Nous entrerons, par la suite, dans le cœur de notre travail divisé en deux grands points, d'un côté les processus 'd'invisibilisation', reprenant la démolition et l'expulsion des familles, ainsi que la construction de murs et le rôle des médias ; et de l'autre, les processus de transformations des favelas, reprenant la préparation à la pacification, ainsi que la réorganisation esthétique et l'organisation touristique. Dans chaque partie, nous analyserons les différents impacts au niveau social, urbain et sécuritaire. Cependant, certains choix s'imposant, nous nous attarderons moins sur la partie concernant la construction de murs et le rôle des médias.

Ayant eu la possibilité d'aller sur le terrain, nous intégrerons une partie concernant un cas pratique dans le Chapitre 4 sur la *favela do Salgueiro*, à laquelle nous avons pu avoir accès. Nous pourrions ainsi analyser de manière concrète ce que pensent les habitants des communautés, mais également ce qu'un soldat de l'Union de Police Pacificatrice pense de son travail et de ses relations avec les communautés.

La dernière partie de ce travail, le Chapitre 5, s'attardera sur la nouvelle approche avec l'arrivée des Unités de Polices Pacificatrices. En effet, la mise en place de ces polices particulières a complètement modifié le paradigme existant à Rio de Janeiro depuis des décennies. Il nous a donc semblé important d'y consacrer un chapitre.

Il nous semble également essentiel d'analyser de manière objective les sources utilisées. En effet, il faudra comparer les écrits avec la réalité du terrain en tenant compte des intérêts de chaque acteur intervenant dans la problématique.

Enfin, nous conclurons ce travail en répondant à notre question de départ: l'arrivée de l'Unité de Police Pacificatrice (UPP), prévue par les politiques de pacification, a-t-elle eu un impact sur les problèmes de disparité sociale ? Notre hypothèse étant de répondre par l'affirmative, il nous adviendra de confirmer ou non ce lien entre d'un côté, une décision politique, et de l'autre, un problème urbain et social entraînant une série de conséquences dans la vie quotidienne de Rio de Janeiro.

Chapitre 1: Problématique

1. La gestion de la problématique des favelas

Tout d'abord, il est nécessaire de préciser la problématique de départ de ce travail, qui se focalise sur la gestion des favelas de Rio de Janeiro en vue des événements sportifs, en prenant le cas précis des politiques de pacification. Ceci étant précisé, les problématiques liées aux favelas sont nombreuses. C'est pourquoi, dans un premier temps, il conviendra d'inscrire la thématique dans une problématique plus large qui est celle de la gestion urbaine.

« O território é o lugar em que desembocam todas as ações, todas as paixões, todos os poderes, todas as forças, todas as fraquezas, isto é, onde a história do homem plenamente se realiza a partir das manifestações de sua existência.³ » Cette définition de Milton Santos, géographe brésilien, introduit parfaitement la notion de territoire liée à celle de la gestion urbaine. Ainsi, le territoire n'est pas statique ou imperméable aux transformations économiques, techniques, politiques et culturelles de la société. C'est un endroit de rencontre entre les différents savoirs, rencontre ayant également des limites.⁴

Parmi les différentes théories concernant la gestion urbaine, la notion de fragmentation est souvent utilisée. Au Brésil, et en particulier à Rio de Janeiro, ce terme est d'autant plus répandu quand on regarde le paysage avec d'un côté les quartiers résidentiels fermés et de l'autre, les favelas.⁵

Marcelo Lopes de Souza, professeur à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro dans le département de géographie, « utilise la notion de fragmentation en référence aux impacts socio-spatiaux du narcotrafic dans les grandes villes brésiliennes et notamment à Rio de Janeiro. »⁶ Pour lui, ce terme s'articule autour de deux processus : « la territorialisation des favelas et des autres espaces ségrégués par des groupes de

³ « Le territoire est l'endroit dans lequel se terminent toutes les actions, toutes les passions, tous les pouvoirs, toutes les forces, toutes les faiblesses, ceci est l'endroit où l'histoire des hommes se réalise pleinement à partir des manifestations de son existence. »

⁴ « O território como conceito e prática social | Observatório de Favelas », consulté le 27 février 2017, <http://of.org.br/acervo/o-territorio-como-conceito-e-pratica-social/>.

⁵ Marion Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: Perspectives internationales* (Presses Universitaires du Septentrion, 2016), 121.

⁶ Marcelo Lopez de Souza, « Social movements in the face of criminal power », *City 13*, n°1 (mars 2009), 31.

trafiquants de drogues », et « l'auto-ségrégation des élites et d'une partie de la classe moyenne dans des résidences fermées et sécurisées. »⁷ En effet, selon Anne-Marie Séguin, professeure chercheuse au Centre Urbanisation Culture Société à Montréal, « les classes moyennes et supérieures choisissent souvent de vivre dans des quartiers résidentiels fermés, *gated communities*, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Amérique latine. »⁸ La fragmentation a, également selon Marcelo Lopez de Souza, une connotation politique par le fait que le territoire est défini à partir des relations de pouvoir qui s'y créent. Ainsi, les fractures sociopolitiques se créent, car l'État défend son territoire contre les groupes criminels voulant étendre leur domination sur certaines favelas.⁹

La notion du dualisme, exprimant « l'opposition entre un centre intégré et une périphérie non intégrée », a été remplacée, selon certains auteurs, par la notion de fragmentation.¹⁰ En effet, « l'émergence d'espaces résidentiels ou commerciaux exclusifs et la formation d'enclaves dans l'ensemble du tissu urbain remettent en cause le modèle dual centre-périphérie. »¹¹ Cependant, la notion de fragmentation renvoie également à « l'éclatement de l'espace urbain et de la société urbaine », réactivant « les représentations dualistes de la ville. » Les quartiers fermés « sont ainsi assimilés à des ghettos de riches alors que les favelas sont identifiées comme le lieu par excellence de l'exclusion, de la criminalité et de la violence. »¹²

Par ailleurs, d'autres auteurs parlent de ségrégation et non de fragmentation. Selon Edmond Préteceille, directeur de recherche émérite au Centre National de Recherche Scientifique, « la ségrégation est entendue comme l'inégale répartition des groupes sociaux dans l'espace urbain, et la fragmentation traduit des stratégies d'évitement et des mouvements de repli sur soi, volontaires ou subis, d'une partie de la population. »¹³

⁷ *Ibid.*, 32.

⁸ Anne-Marie Séguin, « Les quartiers résidentiels fermés : une forme ségrégative qui menace la cohésion sociale à l'échelle locale dans les villes latino-américaines? », *Cahiers de géographie du Québec* 47, n° 131 (2003): 180.

⁹ Lopes de Souza, « Social movements in the face of criminal power », *op. cit.*, 33.

¹⁰ Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, *op. cit.* 125.

¹¹ *Ibid.*, 123.

¹² *Ibid.*, 126.

¹³ Marco Oberti, Edmond Préteceille, *La ségrégation urbaine*, Paris, La Découverte, coll. « Repères, sociologie », 2016, 5.

De plus, Francine Dansereau, professeure honoraire au Centre Urbanisation Culture Société de Montréal, définit la notion de ségrégation de trois manières. Premièrement, « d'une façon descriptive, elle renvoie à la concentration, dans l'espace urbain, de ménages appartenant à des catégories sociales spécifiques fondées sur la race, l'ethnie, la classe sociale ou le revenu. » Deuxièmement, elle la définit « comme un accès inégal à des équipements et services collectifs », ce qui correspond à une ségrégation spatiale. Troisièmement, elle est « définie comme une stratégie de mise à distance de certaines catégories sociales sur la base d'une différence sociale (race, ethnicité, couches sociales). »¹⁴ Sur base de cette définition, nous ferons le choix de parler de ségrégation sociale dans ce travail.

En outre, Bernard Bret, géographe français spécialiste du Brésil, utilise une autre notion pour analyser l'histoire brésilienne. Ce dernier parle d'intégration sociale qui, pour lui, a davantage servi « l'injuste que l'équité. » En effet, « l'idée d'intégration s'applique aux groupes humains et exprime l'étroitesse du lien social, mais elle ne dit rien sur la nature de ce lien. »¹⁵ À Rio de Janeiro, et au Brésil en général, il constate « une sorte d'apartheid social » transgressée lors du carnaval où « les pauvres défilent et dansent dans les beaux quartiers. »¹⁶

Un autre auteur important dans la problématique urbaine au Brésil est Christopher Gaffney, chercheur au département de géographie de l'Université de Zurich. Il parle de « gentrifications », qu'il définit comme « le déplacement d'un groupe social par un autre groupe social plus riche qui montre des habitudes culturelles différentes ». Ce processus est lié au conflit entre les pauvres et le gouvernement de la ville et est particulièrement vrai à Rio de Janeiro, ayant une longue histoire concernant l'expulsion forcée des communautés à faible revenu. Il identifie ainsi plusieurs sortes de « gentrifications » à différents niveaux, à différents endroits de la ville de Rio de Janeiro, englobant différents acteurs et aboutissant à des résultats différents. C'est pourquoi il utilise le terme « gentrifications » au pluriel et non au singulier.¹⁷

¹⁴ Francine Dansereau, *Ségrégation, mixité sociale, cohabitation : bref retour sur quelques notions magiques*, Texte d'une communication présentée lors de la 5e Conférence internationale de recherche sur l'habitat « À la croisée des chemins » (1992), Montréal.

¹⁵ Bernard Bret, « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien », *Géocarrefour* 81, n° 3 (1 juillet 2006): 5.

¹⁶ *Ibid.*, 12.

¹⁷ Christopher Gaffney, « Gentrifications in Pre-Olympic Rio de Janeiro », *Urban Geography*, décembre 2015, 2.

Le processus de « gentrifications » a trois particularités selon lui. Premièrement, la réorganisation de la géographie urbaine avec la substitution d'un groupe par un autre est le produit de la « financiarisation » du marché urbain ; deuxièmement, les pressions créées par le trou locatif, c'est-à-dire la différence entre le loyer locatif et le potentiel loyer plus élevé varie selon des dynamiques culturelles, le haut niveau de propriétaires et la résistance des résidents ; troisièmement, la modification des lois de zonage a permis une augmentation dans les locations de terres qui augmente la polarisation sociale et la fragmentation spatiale.¹⁸

En effet, au vu des traits caractéristiques de la ville de Rio de Janeiro, que ce soit sur le plan géographique, la ville étant « cernée par l'océan et par deux baies et entrecoupées de trois grands massifs », que sur le plan politique avec « l'absence de politique de logement et de réglementation foncière », les inégalités concernant l'accès au sol urbain sont élevées et sont également « un trait majeur du processus d'urbanisation. »¹⁹ Ainsi, le développement des favelas « rend la structure socio-spatiale plus complexe » et sa caractéristique principale réside dans « la proximité physique entre les couches aisées et pauvres de la population. »²⁰

Il est à présent opportun de préciser la problématique dans le contexte des méga-événements. Le 2 octobre 2009, le Comité International Olympique (CIO) a sélectionné Rio de Janeiro pour accueillir les Jeux olympiques de 2016.²¹ Malte Steinbrink, chercheur à l'Institut de géographie et membre de l'Institut de recherches sur la migration et les études interculturelles à l'Université de Osnabrück, considère les méga-événements comme une opportunité pour avancer dans le redéveloppement urbain et dans les projets d'infrastructure pour repositionner la ville au niveau national et international.²²

De plus, selon Steinbrink, les méga-événements disciplinent l'espace urbain et les relations sociales de différentes manières. Premièrement, ils fixent l'espace pour

¹⁸ *Ibid.*, 3.

¹⁹ Michaël Chetry et Jean Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements : le rôle des pouvoirs publics dans la ségrégation urbaine », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2014/2-3 (12 janvier 2015): 2.

²⁰ *Ibid.*, 4.

²¹ Christopher Gaffney, « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 », *Journal of Latin American Geography* 9, n° 1 (2010): 21.

²² Malte Steinbrink, « Festifavelisation: Mega-Events, Slums and Strategic City-Staging – the Example of Rio de Janeiro », *DIE ERDE – Journal of the Geographical Society of Berlin* 144, n° 2 (19 novembre 2014): 132.

accélérer l'accumulation de capital. Deuxièmement, les institutions telles que le CIO ou la FIFA requièrent que les villes prennent l'argent public pour privatiser des intérêts du marché. Troisièmement, les institutions disciplinaires, les discours et les mécanismes du sport et des stades sont étendus à l'ensemble de la ville. Quatrièmement, les programmes sociaux associés aux jeux essaient d'insuffler les codes éthiques et les normes comportementales qui sont en accord avec l'esprit olympique, mais qui servent réellement les paradigmes dominants du sport international et de l'économie politique néolibérale.²³

En outre, ce même auteur affirme que la préparation des événements dans le sud entraîne généralement un conflit entre les objectifs de se créer une image dans un contexte de compétition globale et les besoins des citoyens urbains. Les tensions sont particulièrement évidentes dans le traitement politique des zones urbaines pauvres. Les villes de forte densité de population sont, en effet, caractérisées par la pauvreté et par d'énormes disparités socio-économiques. L'étendue de la pauvreté urbaine et des conditions de vie des 'taudis' représentent, toujours selon Malte Steinbrink, un des plus grands enjeux humanitaires de tous les temps. Cependant, avec la logique des méga-événements, le problème des 'taudis' est tout autre : ces derniers sont souvent localisés dans des endroits considérés comme stratégiques pour le développement de ces événements, et ils sont en conflit avec les efforts de la ville de se construire une image de marque.²⁴ Nous reviendrons dans le Chapitre 2 sur la notion de 'taudis'.

De ce fait, « d'importantes transformations urbaines » ont été mises en place à Rio de Janeiro « dans le cadre de l'accueil de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux olympiques 2016, dont les impacts ont été mis en lumière par les fortes revendications sociales. »²⁵ Christopher Gaffney explique notamment que le Village Olympique se connecte au stade via les voies rapides et les modes de transport public créés spécifiquement pour les jeux. L'échelle et l'étendue des méga-événements transforment nécessairement la ville dans laquelle ils ont lieu. Comme Pékin en 2008 et Athènes en 2004 l'ont démontré, le voisinage à bas revenu est effacé pour créer de la place pour les infrastructures et les rénovations pour les méga-événements.²⁶

²³ Gaffney, « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 », *op. cit.*, 26.

²⁴ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 131.

²⁵ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 2.

²⁶ Gaffney, « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 », *op. cit.*, 8.

Enfin, les discours suggéraient que par l'investissement dans les infrastructures sportives et dans les programmes sociaux ayant pour but le développement des athlètes, Rio aurait été capable de se sortir des problèmes chroniques de polarisation socio-économique et des violences liées au trafic de drogues. En effet, une des raisons qui fait que le Brésil a un bon niveau dans le football international est le fait que le sport est un des seuls mécanismes viables d'échappatoire pour les jeunes pauvres s'ils souhaitent sortir du cycle de violence et de marginalisation socio-économique. Cependant, l'énorme investissement dans les infrastructures sportives canalise l'argent du développement de programmes sociaux et éducationnels en perpétuant les cycles de pauvreté et de dissocation qui contribuent aux problèmes chroniques de violence, drogues, et marginalisation à Rio de Janeiro.²⁷

2. Hypothèse

L'arrivée des méga-événements a provoqué la mise en place de toute une série de stratégies dont notamment la mise en place des politiques de pacification. Ces dernières se sont déroulées en plusieurs étapes décrites par Malte Steinbrink. Premièrement, 'l'invisibilisation' qui englobe l'expulsion forcée des habitants et la démolition des bâtiments, la construction d'un mur et la représentation des médias excluant les favelas de toutes photos officielles. Deuxièmement, la transformation des favelas qui englobe la préparation par la pacification, la réorganisation esthétique et l'organisation touristique.²⁸

Ainsi, nous pouvons nous poser la question de savoir si l'arrivée de l'Unité de Police Pacificatrice (UPP), prévue par les politiques de pacifications, a eu un impact sur les problèmes de disparité sociale. Par disparité sociale, nous entendons un manque d'égalité entre les classes sociales.²⁹ Nous abordons, ici, le thème de la disparité sociale à partir du thème plus large de la ségrégation sociale.

Suivant les différentes phases du processus de pacification des favelas, il y a eu des impacts au niveau social (déplacement de personnes, perte de travail...), au niveau urbain (nouveaux quartiers, favelas pacifiées...) et au niveau sécuritaire (création de l'UPP,...). En effet, la mise en place de ce processus a eu aussi des impacts notamment

²⁷ *Ibid.*, 17.

²⁸ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 134.

²⁹ Éditions Larousse, « Définitions : disparité - Dictionnaire de français Larousse », consulté le 23 mars 2017, <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/disparite/C3%A9/25926>.

sur les problèmes de disparité sociale avec un phénomène de gentrifications aux dépens de certains groupes plus vulnérables.

Concernant les différents acteurs à prendre en compte dans notre hypothèse, il y a, tout d'abord, le secteur public et le gouvernement de la ville de Rio de Janeiro qui sont à la base de la mise en place des politiques de pacification des favelas et qui ont donc des intérêts dans ces dernières. Nous reviendrons dans le Chapitre 3 sur les principales politiques prises à l'encontre des favelas depuis la période militaire.

Ensuite, il faut, bien évidemment, citer les communautés pauvres, les favelas comme beaucoup les appellent, qui doivent être comparées aux quartiers, *l'asfalto*. Cette différence sera effectuée dans le Chapitre 2 relatif à la définition des favelas.

En dernier lieu, il sera aussi question de se consacrer aux utilisateurs des nouvelles installations et aux touristes. Par utilisateurs des nouvelles installations, nous faisons également allusion aux habitants de la ville de Rio de Janeiro qui profitent, ou non, des modifications urbaines apportées à la ville.

3. Méthodologie

Concernant la méthodologie de ce mémoire, je me suis principalement basée sur des textes écrits, des livres, des articles scientifiques et des articles de presse, mais également des rapports de l'UNESCO, du *Comite Popular Copa e Olimpíadas*, de l'*Observatorio de Favelas* et de l'*Observatorio das Metrópoles*.

De plus, étant partie trois mois en stage à Rio de Janeiro, j'ai eu l'opportunité, lors de mon séjour au Brésil, de réaliser plusieurs entretiens. En premier lieu, j'ai interrogé un soldat de l'Unité de police pacificatrice, UPP, que nous appellerons Tomas (Annexe 1). Ce dernier m'a expliqué en quoi consistait le travail de l'UPP ainsi que les changements suite à l'arrivée des grands événements sportifs selon son point de vue pour les communautés pauvres. Ensuite, j'ai interviewé Simone Colucci, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, ONG dans laquelle j'effectuais mon stage (Annexe 2). Elle m'a beaucoup parlé de l'histoire des favelas et de leur naissance, ainsi que des nombreux changements arrivés avec les événements sportifs. Enfin, j'ai eu la chance de pouvoir m'entretenir avec plusieurs habitants de la favela de *Salgueiro* dont Isabela, jeune femme de 37 ans ayant grandi dans la favela et ayant fait ses études dans la psychologie, sa maman, et Emerson, 44 ans et habitant de *Salgueiro* depuis 7 ans

(Annexe 3). Ces derniers m'ont détaillé la vie dans la favela avant et après la mise en place de l'UPP.

Je compte me servir de ces entretiens afin d'alimenter les informations concernant d'une part les relations entre l'UPP et les habitants des communautés, et d'autre part les différentes opinions des Cariocas, habitants de Rio de Janeiro, sur les conséquences de l'arrivée des grands événements sportifs. Il sera intéressant de prendre du recul par rapport à la littérature existante en la confrontant à l'expérience qui a été la mienne. Notons que je reste attentive et objective afin d'avoir une vision critique de mon expérience sur le terrain.

Chapitre 2: Contexte et définition des favelas

1. Bref historique

Tout d'abord, Gilberto de Mello Freyre, sociologue, anthropologue et écrivain brésilien, « insiste sur le caractère rural de la colonisation brésilienne. »³⁰ La problématique urbaine n'est pas récente à Rio de Janeiro et est étudiée depuis des années. Cependant, nous ne nous attarderons pas sur la période coloniale, ceci n'étant pas le sujet principal de ce travail. Nous ferons un point sur l'évolution des politiques publiques dans le Chapitre 3. Il sera question, dans cette partie, de faire un bref rappel historique sur l'origine des favelas et les grands événements concernant celles-ci.

L'origine des favelas de Rio de Janeiro remonte à l'époque de la révolte de l'armée en 1893, révolte pendant laquelle « le gouvernement s'est trouvé confronté au problème de logement des soldats. » Ce dernier a dès lors mis à « disposition des militaires le couvent de *Santo Antonio*, situé sur la colline du même nom. » Cependant, au vu du manque de places pour le nombre de militaires, « le colonel Moreira Cesar va autoriser la construction sur l'un des flancs de la colline de plusieurs baraquements de bois. » À la même époque, sur une colline voisine, le *Morro da Providência*, des baraquements commencent également à se construire.³¹ « C'est à partir de l'installation du *Morro da Providência* que le terme favela s'est intégré au quotidien de la ville. »³²

³⁰ Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves: la formation de la société brésilienne*, Gallimard, Paris, 1978 (éd. originale: 1933). Traduction de Roger Bastide, préface de Lucien Febvre, 47.

³¹ Mauricio de Almeida Abreu et Gérard Le Clerre, « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro », *Genèses* 16, n° 1 (1994): 50-51.

³² *Ibid.*, 52.

Au 19^e siècle, le terme *cortiço* était employé pour désigner un lieu de pauvreté, un endroit où résidaient les travailleurs et où se concentrait ‘la classe dangereuse’. Cet endroit était caractérisé comme un enfer social, le *cortiço* était le lieu du crime, mais aussi des épidémies, menaçant l’ordre moral et social. Il y a eu premièrement une législation interdisant la construction de nouveaux *cortiços* à Rio, puis une vraie guerre qui résulte de la destruction du plus grand, *Cabeça de Porco*, et finalement, la grande réforme urbaine du préfet Pereira Passos, entre 1902 et 1906, qui voulait assainir et civiliser la ville en mettant fin aux habitations non saines. Cette forme d’habitation correspond au ciment de la favela.³³

Par ailleurs, la « réforme urbaine aggrave le manque de logements déjà important dans la ville. » Cette dernière avait comme objectif « d’élargir les rues, d’ouvrir de nouvelles avenues et de construire le port et les voies destinées à le desservir. »³⁴ C’est à partir de ce moment-là que les favelas vont commencer à se multiplier. « En 1909, la *favela do Salgueiro* existait déjà et la *favela de Mangueira* a surgi un an plus tard sur le *Morro do Telegrafo*. »³⁵

Ainsi, le terme de « favelisation » fait son apparition en 1910 avec une augmentation importante des favelas dans la ville de Rio de Janeiro sur une courte période. Toutes ces nouvelles habitations ont des points communs entre elles, notamment « leur localisation sur les pentes des collines de la ville et leur proximité avec d’importantes sources d’emploi. » Ensuite, à partir de 1920, l’extension des favelas va commencer à devenir incontrôlable.³⁶ Selon Janice Perlman, fondatrice et directrice du *Mega Cities Project*, la cause de cette expansion résulte du manque d’alternatives à ce type de logement.³⁷

Ce n’est qu’à partir de 1930 que les favelas vont être reconnues *de jure*. Le *Codigo de Obras* de 1937 va ainsi interdire « la création de nouvelles favelas, mais reconnaît pour la première fois leur existence, en tentant d’administrer et de contrôler

³³ Licia Valladares, « A Genese da Favela Carioca. A produção anterior às ciências sociais », *Revista Brasileira Ciências Sociais* 15, n° 44 (octobre 2000): 7.

³⁴ Abreu et Clerre, « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro », *op. cit.*, 55.

³⁵ *Ibid.*, 56.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Janice Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro* (Oxford University Press, 2010), 267.

leur accroissement. »³⁸ Avant cette date, elles étaient restées « absentes des statistiques et des plans de la ville, et ignorées des recensements parce qu'elles étaient considérées comme des habitats provisoires et illégaux, il n'y avait donc pas de raisons de les décrire, de les étudier ou de les mesurer. »³⁹ Un recensement des favelas de Rio de Janeiro vient confirmer leur existence avec les élections de 1947.⁴⁰

En outre, la ville va s'étendre « à partir de son noyau central autour du port, le long de la côte en direction de l'intérieur des terres, et en suivant les routes menant aux exploitations agricoles, qui définiront les axes de développement des moyens de transport. » C'est avec un afflux important de migrants au milieu du 20^e siècle que la ville va être divisée en centre-périphérie. En effet, les populations pauvres vont s'installer sur les *morros* et dans la zone marécageuse de Guanabara, alors que les populations aisées vont occuper « les terrains plats et secs, généralement proches du centre, et hautement valorisés par leur rareté. »⁴¹ Cependant, selon Christopher Gaffney, la particularité historique et les conditions géographiques de Rio de Janeiro produisent une concentration des favelas dans les zones les plus riches de la ville.⁴²

Fin des années 1970, les favelas étaient toujours considérées comme à la marge de la société, malgré les politiques urbaines « rompant avec la pratique systématique de destruction des occupations illégales et relogement de leurs occupants. »⁴³ Selon Nicolas Bautès, maître de Conférences en géographie à l'Université de Caen Basse-Normandie, et Catherine Reginensi, chercheuse à l'*Universidade Estadual do Norte Fluminense* à Rio de Janeiro, être à la marge a plusieurs significations. Premièrement, une signification d'ordre physique qui « se matérialise dans une partie des collines : *morros*, qui se détachent de l'espace urbain dit formel et abritent des quartiers d'habitations illégales répondant à des logiques organisationnelles différentes de celles de la ville planifiée ». Deuxièmement, une signification économique avec une « économie informelle en réaction à leurs difficultés d'accès à un emploi salarié, qui s'explique souvent par leur faible niveau de qualification et par la discrimination qu'ils subissent pour leur origine ethnique ou leur lieu de résidence. » Enfin, la marge est

³⁸ Valladares, « A Genese da Favela Carioca. A produção anterior às ciências sociais », *op. cit.*, 12.

³⁹ Abreu et Clerre, « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro », *op. cit.*, 46.

⁴⁰ *Ibid.*, 47.

⁴¹ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 3.

⁴² Gaffney, « Gentrifications in Pre-Olympic Rio de Janeiro », *op. cit.*, 3.

⁴³ Nicolas Bautès et Catherine Reginensi, « La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : de l'expression du désordre à la mobilisation de ressources », *Autrepart*, n° 47 (1 mars 2010): 151.

également d'ordre politique par le fait que « les *favelados*, habitants ou commerçants informels, ont une influence réduite sur les prises de décisions publiques et cela pose la question de leur accès à la ville, à l'espace public, voire au statut de citoyen. »⁴⁴ De plus, Janice Perlman insiste sur le fait que les dimensions matérielle, culturelle, historique, socio-psychologique et politique de la marginalisation sont liées et se renforcent entre elles.⁴⁵

Avec le sentiment d'insécurité que les favelas donnent à la ville de Rio de Janeiro et aux habitants aisés, mais également à cause de l'augmentation de la violence dans les grandes villes latino-américaines dans les années 1980, les plus riches décident d'habiter généralement dans des *condominios fechados*, retranchés derrière des murs et barrières.⁴⁶ Cependant, c'est parce que la favela est visible qu'elle apparaît, selon Mauricio de Almeida Abreu, géographe brésilien à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, comme « l'élément le plus important des disparités. »⁴⁷

Enfin, « en 1991, la ville en comptait 545 abritant un total de 1 100 000 habitants. »⁴⁸ En 2010, il est question de 1 400 000 personnes vivant dans 763 favelas de Rio de Janeiro, ce qui équivaut à un cinquième des habitants de la ville.⁴⁹

2. Définition des favelas

Il existe plusieurs étapes dans l'étude de la favela. Dès 1962, Andrew Pearse, sociologue britannique, « définit les favelas comme une communauté avec ses propres normes et codes moraux, comme une véritable enclave rurale dans la ville et comme un monde à part. » En 1976, Janice Perlman écrit *The Myth of Marginality* et montre « un autre visage des favelas de Rio : des quartiers pauvres, pleins de dynamisme social, à forte économie interne et à haut degré d'organisation sociale et associative. »⁵⁰ Par la suite, une série d'études voient le jour et « portent sur différents aspects, en particulier ceux de la favela par rapport à la ville et à la société : favela et politique, stratification à l'intérieur de la favela et intervention de l'État dans la favela. »⁵¹ La définition d'une

⁴⁴ *Ibidem*

⁴⁵ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, op. cit., 153.

⁴⁶ Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, op. cit., 124.

⁴⁷ Abreu et Clerre, « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro », op. cit., 45.

⁴⁸ *Ibid.*, 46.

⁴⁹ <http://oglobo.globo.com/brasil/rio-a-cidade-com-maior-populacao-em-favelas-do-brasil-3489272>, consulté le 27 février 2017

⁵⁰ Licia Valladares, « Etude sur le logement au Brésil. », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 1 (1987): 2.

⁵¹ *Ibid.*, 3.

favela doit évidemment être étudiée à l'intérieur de son contexte historique et actuel. Durant de nombreuses années, les favelas ont fait l'objet de diverses politiques publiques⁵² sur lesquelles nous reviendrons dans le Chapitre 3.

Nous pouvons également parler de « séparation physique entre les favelas et le reste de l'espace urbain. »⁵³ En effet, il est possible d'opposer les favelas aux quartiers résidentiels fermés. Selon Snyder, sociologue au *Baruch College*, « une *gated community* possède les caractéristiques suivantes : l'espace public (ou ce qui normalement un espace public) y est privatisé ; elle est délimitée par une grille, un mur ou une autre barrière physique ; et son accès est limité aux seuls résidents (et aux personnes autorisées par eux). »⁵⁴

Antérieurement, les représentants craignaient un conflit de classes qui aurait pu être explosif. Depuis quelques années, les favelas sont devenues un danger à cause de la « proximité territoriale des occupants de la favela avec les trafiquants de drogues. » Ainsi, beaucoup font l'amalgame entre cette proximité et la complicité même des habitants au trafic. La situation des personnes pauvres est donc « interprétée comme l'indicateur d'un risque d'adhésion à la délinquance, allant de pair avec des présumées relations de protection et de complicité entre habitants et trafiquants. » C'est principalement cette situation qui a fait en sorte que les *favelados* sont également « prêts à sombrer dans la délinquance. »⁵⁵ Deux problèmes principaux peuvent être mis en évidence selon Malte Steinbrink : la grande visibilité des favelas (vu leur nombre, elles sont centrales et présentes dans les médias) et la signification spécifique (notion à connotation négative liée à la pauvreté et au crime).⁵⁶

Revenons, à présent, sur la notion de 'taudis'. Janice Perlman défend son point de vue au niveau terminologique en affirmant qu'une favela n'est pas un 'taudis'. Dans son livre *Favelas : Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, elle étudie la terminologie du mot 'taudis' (*slums* en anglais), et conclut que les deux existent dans des contextes différents, même s'ils ont des points communs, à savoir que ce sont des

⁵² Márcia Pereira Leite, « La favela et la ville : de la production des « marges » à Rio de Janeiro », trad. par Marion Aubrée et Jérôme Souty, *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 3 (6 mai 2013): 109.

⁵³ Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, *op. cit.*, 128.

⁵⁴ Edward J. Blakely, Mary Gail Snyder. *Fortress America: Gated Communities in the United States*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 1997.

⁵⁵ Leite, « La favela et la ville », *op. cit.*, 110.

⁵⁶ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 133.

territoires d'exclusion dans les villes.⁵⁷ Elle s'oppose ainsi à Malte Steinbrink qui lui considère les favelas comme étant des 'taudis' (voir *supra*).

En outre, cette même auteure critique la définition de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, selon laquelle la favela reprend « 50 maisons ou plus situées sur une propriété privée ou publique et caractérisée par une occupation désordonnée sans l'appui des services publics essentiels. » En effet, il y a beaucoup d'endroits comptant plus de 50 maisons ; toutes les maisons sont situées soit sur une propriété privée, soit sur une propriété publique ; la notion de désordre ne s'applique qu'à certaines favelas ; et les plus anciennes favelas sont souvent desservies par les services basics.⁵⁸

Il est, par ailleurs, essentiel de faire la distinction entre *l'asfalto* et le *morro*, le premier étant formel et le second informel. Selon Christopher Gaffney, *l'asfalto* est un terme qui indique un titre de propriété taxable et qui est connecté à l'eau municipale et au système des eaux usées, et qui a des connexions formelles au gaz, à l'électricité et aux services câblés. Le *morro* indique, lui, des communautés typiquement localisées sur les collines escarpées de Rio, mais pas nécessairement, et qui sont caractérisées par un manque de titre de propriété, une absence des services publics comme la récolte des déchets et la poste, et qui ont des connexions câblées et à l'électricité improvisées.⁵⁹ Simone Colucci, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, insiste sur la différence entre *comunidade* (communauté) et *asfalto*. Selon elle, « le terme communauté est apparu, car il s'agit d'un véritable espace communautaire. L'*asfalto*, par contre, se réfère aux personnes vivant dans des buildings ou des maisons qui font partie de la classe moyenne, classe moyenne riche et classe moyenne pauvre, mais il ne s'agit pas exactement d'une communauté. »⁶⁰

De plus, les favelas ont des caractéristiques propres telles que le style architectural « qui résulte de la forme de production de logement par le biais de l'auto-construction » et la densité élevée d'occupation, « conséquence d'un mode d'occupation spontané qui répond à la logique d'utilisation du maximum d'espace. »⁶¹

⁵⁷ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, op. cit., 37.

⁵⁸ *Ibid.*, 59.

⁵⁹ Gaffney, « Gentrifications in Pre-Olympic Rio de Janeiro », op. cit., 4.

⁶⁰ Annexe 2 : Entretien avec Simone Colucci, 6 octobre 2016, 91.

⁶¹ Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, op. cit., 127.

Enfin, il convient de confronter la théorie à ce que pensent les Cariocas du terme de favela. Durant l'entretien avec le soldat de l'UPP, nous l'appellerons Tomas tout au long de ce travail, celui-ci affirme notamment que le terme favela est à présent remplacé par le terme communauté. Ces propos sont confirmés par une employée de l'*Instituto Tocando em Você*, nous l'appellerons Laura. Selon elle, « *le terme communauté est nouveau et le terme favela se réfère à un endroit sale où les personnes ne sont pas éduquées.* »⁶²

Chapitre 3: Les impacts de la pacification sur les favelas

1. Historique des politiques publiques

Les inégalités socio-spatiales à Rio de Janeiro ont et sont toujours marquées, de manière directe et indirecte, par les différentes politiques publiques prises par les pouvoirs au cours de l'histoire. En effet, ce sont généralement les classes aisées qui étaient favorisées par des interventions publiques concentrées sur le centre et les quartiers riches de la ville. À côté de ces quartiers, il y avait une expansion urbaine rapide dans des « zones dépourvues d'infrastructures et services urbains. » C'est ainsi que les disparités énormes, concernant notamment les services publics au sein de la ville de Rio de Janeiro, ont vu le jour.⁶³

En effet, selon Michaël Chetry, maître de conférences à l'Université Fédérale Fluminense et chercheur associé à l'*Observatorio das Metrópoles*, les logiques « des pouvoirs publics envers les populations à bas revenus » sont définies comme étant ségrégationnistes, car influencées « par la stratégie des méga-événements. » Selon lui, les pouvoirs publics ont toujours privilégié les classes aisées « en menant des campagnes d'éradication des favelas. »⁶⁴

1.1. Période militaire (1964-1985)

Le Brésil est un pays ayant un lourd passé lié à l'esclavagisme, passé qui se retrouve dans le mode de vie de chacun. Selon Simone, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, il s'agit d'un passé « *qui touche les Brésiliens de deux manières : soit en étant maître, soit en étant esclave.* »⁶⁵ L'esclavage des Noirs au Brésil a pris fin le 13 mai

⁶² Annexe 1 : Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 81.

⁶³ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 4.

⁶⁴ *Ibid.*, 10.

⁶⁵ Annexe 1 : Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 90.

1888 avec la Loi d'Or (*a Lei Aurea*), l'abolition de l'esclavage des Indiens ayant eu lieu en 1775. En Amérique, le Brésil fut le dernier pays à l'abolir.⁶⁶

Ce petit rappel historique est nécessaire pour comprendre le système mis en place à la suite de cette période. En effet, les grands domaines agricoles étaient gérés sous le système de la *moradia* « dans lequel le *morador* cultivait la terre du maître contre l'usufruit d'un lopin de terre. » Dans ce système perdurait « la dépendance personnelle du pauvre envers le riche » et donc un lien social de domination entre le dominant et le dominé.⁶⁷ De ce fait, les inégalités sociales n'ont fait qu'augmenter avec l'apparition des premières favelas au 19^e siècle (voir *supra*).

Les favelas étant devenues incontrôlables selon les politiques, ceux-ci vont mettre en place à partir des années 1960 des politiques d'éradication des favelas afin d'envoyer cette population en périphérie de la ville, « dans des zones distantes et dépourvues de services urbains. » En avril 1964, la dictature militaire arrive au pouvoir et décide de continuer avec cette politique d'éradication et même de la renforcer. C'est à la suite de cette décision qu'est créée la Coordination de l'Habitat d'Intérêt Social de l'Aire Métropolitaine (CHISAM) de Rio de Janeiro, ayant comme objectifs « d'éliminer totalement les favelas et de réorganiser l'espace urbain suivant une logique fonctionnelle de séparation des zones résidentielles des classes aisées et populaires, notamment en expulsant les habitants des favelas des zones centrales de la ville, en particulier dans la zone sud, vers des ensembles résidentiels construits dans la périphérie. »⁶⁸ Ce plan a ainsi démoli plus de 100 favelas jusqu'en 1975 où il disparaît. Les familles déplacées étaient relocalisées dans des logements distants de leur lieu d'origine. Le Brésil a par la suite connu d'autres projets mis en place par le gouvernement pour éradiquer le phénomène des favelas. Cependant, le problème était notamment que les politiciens ne s'attaquaient pas à la cause du problème en érasant favela par favela.⁶⁹

⁶⁶ Filomena Iooss, « Le 13 Mai 1888 – L'abolition de l'esclavage noir au Brésil | Brasil Azur », consulté le 14 mars 2017, <http://www.brasilazur.com/2013/05/le-13-mai-1888-labolition-de-lesclavage-noir-au-bresil/>.

⁶⁷ Bret, « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien », *op. cit.*, 6.

⁶⁸ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 5.

⁶⁹ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 271.

Ensuite, le Brésil connaît une croissance économique importante dans les années 70, « période caractérisée par la concentration des revenus », mais la distribution des revenus à cette époque est inégale et « n'est pas réalisée dans le but de tirer les plus pauvres vers le haut. »⁷⁰ En 1974, le processus *d'abertura* commence et mènera à la fin de la dictature en 1984 avec l'instauration de la Nouvelle République en 1985.⁷¹

Par ailleurs, avec la crise de la dette dans les années 1980, les grandes métropoles brésiliennes vont devoir adopter un autre mode d'organisation. En effet, cette période est caractérisée par un « ralentissement de la croissance de la population », notamment avec une diminution des flux migratoires. Les villes vont alors entrer dans une phase de modification socio-spatiale avec « une augmentation de la pauvreté au centre de la métropole. »⁷²

En outre, « le régime autoritaire voyait dans l'aggravation des inégalités internes le moyen d'assurer la puissance externe. » Leur idée était de se développer eux et les classes aisées aux dépens des personnes se retrouvant à la marge et ne pouvant suivre la cadence.⁷³

Enfin, en 1985, c'est la fin de la dictature militaire et « l'instauration d'un régime démocratique ». Cependant, le mécanisme de clientélisme électoral étant toujours en place, les classes les plus pauvres avaient encore des « difficultés pour exercer pleinement leurs droits de citoyens. »⁷⁴

1.2. L'après-dictature

Après une période de répression des libertés civiles, le mouvement du « droit d'avoir des droits » a percé et s'est largement répandu avec la nouvelle Constitution de 1988.⁷⁵ Ce mouvement « cherchait à briser le processus de ségrégation des villes, par l'établissement d'un contrôle social. » Ainsi, la loi de 2001 « sur le Statut de la Cité est

⁷⁰ Bret, « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien », *op. cit.*, 8.

⁷¹ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 151.

⁷² Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, *op. cit.*, 122.

⁷³ Bret, « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien », *op. cit.*, 8.

⁷⁴ *Ibid.*, 14.

⁷⁵ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 151.

venue préciser les dispositions relatives à la politique urbaine, consacrant le principe de participation directe aux processus de planification et de gestion municipales. »⁷⁶

Une fois la nouvelle Constitution approuvée, des programmes de régularisation et d'urbanisation des favelas ont commencé à voir le jour au sein des diverses municipalités de Rio de Janeiro. Un exemple de programme d'urbanisation est celui du « projet *Favela-Bairro* initié en 1994. » La phase I du projet (1994-2000) avait comme objectif « l'intégration physique et sociale des favelas en construisant ou complétant la structure urbaine de celles-ci avec l'implantation d'infrastructures et d'équipements urbains », mais les programmes de régularisation n'ont quasiment jamais abouti. Ils se résumaient pour la plupart « à des réunions d'information sur le projet. » Dans le contexte des grands événements sportifs, c'est la partie concernant l'urbanisation des favelas qui s'est accélérée.⁷⁷

À la fin de ce premier projet, 52 favelas et 8 lotissements irréguliers avaient pu bénéficier de ce dernier. La deuxième phase a eu lieu de 2000 à 2005 avec 62 favelas et 24 lotissements en plus entrant dans le projet. Celui-ci incluait des composantes telles que l'éducation, la santé, la formation de compétences et le développement de la communauté. Cependant, ce deuxième volet n'a pas progressé comme souhaité.⁷⁸ Cette politique se basait sur une approche basée sur un lieu en particulier en stigmatisant les communautés dans leur ensemble.⁷⁹

Enfin, la troisième et dernière phase du projet a été approuvée en 2010 et financée par la Banque Interaméricaine de Développement.⁸⁰ Ce troisième volet souhaitait urbaniser 40 communautés et lotissements irréguliers en faisant bénéficier 66 000 habitants, incluait la rénovation des maisons dans un état déplorable et des actions sociales intégrées à l'urbanisation, ainsi que la construction de crèches, l'éducation des jeunes et des adultes, des programmes de qualification professionnelle et la génération

⁷⁶ Normand Brunet, « Brésil: Un autre développement urbain est-il possible? » (N-AERUS, s. d.), 1.

⁷⁷ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 5.

⁷⁸ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 277.

⁷⁹ *Ibid.*, 284.

⁸⁰ « IDB - IDB Favela-Bairro Rio slum Project », consulté le 23 mars 2017, <http://www.iadb.org/en/news/webstories/2011-03-23/idb-favela-bairro-rio-slum-project,9164.html>.

d'un revenu, des programmes de santé pour les familles et le combat contre la violence.⁸¹

Malgré toutes les promesses de ce projet, aussi appelé *Morar Carioca*⁸², en pratique, le nom de ce programme a été souvent utilisé par les autorités locales afin de réaliser des interventions autoritaires et unilatérales, souvent arbitraires, dans les favelas de Rio. Nous nous trouvons ici face à une contradiction : d'un côté, la proclamation d'une mise à niveau des favelas, et de l'autre, une pratique d'expulsion, à la fois par des démolitions et la mise en place de processus de gentrifications.⁸³

1.3. Arrivée du Parti des Travailleurs au pouvoir en 2003

Ayant commencé sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso (1995-2003), membre du Parti de la Social-démocratie Brésilienne (PSDB), le gouvernement fédéral a initié une série de bourses pour les familles à bas revenus à condition qu'elles investissent cette bourse dans l'éducation ou la santé de leurs enfants. Cette politique a été consolidée par la *Bolsa Familia* en 2003 par le président Luiz Inacio Lula da Silva, membre du Parti des travailleurs (PT).⁸⁴ Cette dernière politique était, elle, basée sur une approche tournée vers la pauvreté. En janvier 2009, environ un cinquième de la population, c'est-à-dire 11 millions de personnes, avaient bénéficié de la *Bolsa Familia*.⁸⁵

Vu le niveau élevé de politisation au Brésil et l'existence d'une gauche bien articulée, le Parti des Travailleurs (PT) a gagné les élections de 2003 « dans plusieurs grandes villes du Brésil. » Parmi les différentes réformes prises, il y a notamment la création du Ministère des Villes en 2003 qui avait « pour mission de combattre les inégalités sociales et de transformer les villes en espaces plus humanisés en augmentant l'accès de la population à l'habitation, à l'assainissement et au transport. »⁸⁶

En 2007, le Programme fédéral d'Accélération de la Croissance (PAC) est lancé et touche différents domaines d'investissements (eau et assainissement, électricité,

⁸¹ « Prefeitura fecha convênio com o BID para financiar Favela Bairro 3 », *Extra Online*, consulté le 23 mars 2017, <http://extra.globo.com/noticias/rio/prefeitura-fecha-convenio-com-bid-para-financiar-favela-bairro-3-255684.html>.

⁸² Vivre Carioca

⁸³ « A History of Favela Upgrades Part III: Morar Carioca in Vision and Practice (2008 – Present) », *RioOnWatch*, 2 avril 2013, <http://www.rioonwatch.org/?p=8136>.

⁸⁴ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, op. cit., 160.

⁸⁵ *Ibid.*, 285.

⁸⁶ Brunet, « Brésil: Un autre développement urbain est-il possible? », op. cit., 5.

transport). Ce dernier comprend également « le programme *Minha Casa Minha Vida*⁸⁷ et des investissements destinés à la Coupe du Monde. Le PAC-Copa est ainsi responsable des travaux des ports et aéroports des villes hôtes de la Coupe du Monde 2014. » De plus, le PAC avait prévu de financer des travaux « destinés à l'amélioration de certaines favelas de Rio de Janeiro avec des investissements dans la construction de postes de santé, de crèches, d'assainissement, etc. »⁸⁸ En effet, selon Malte Steinbrink, la ville de Rio a été remarquablement active quant à l'implémentation de diverses mesures concernant les favelas. Il faut, selon lui, regarder cette activité à la lumière des événements : les favelas représentaient un problème d'image urgent qui avait besoin d'être abordé avant les grands événements sportifs.⁸⁹

Ainsi, le gouvernement carioca « a lancé fin 2008 un programme de pacification avec l'implantation d'Unités de Police Pacificatrice (UPP). » Cette politique du gouvernement se base ainsi sur « la mise en place d'une police de proximité installée de manière permanente, qui s'accompagne de politiques d'urbanisation et de régularisation, de programmes sociaux et de développement économique. »⁹⁰

1.4. *Minha Casa Minha Vida*

Il convient dans cette partie d'expliquer brièvement en quoi a consisté le programme *Minha Casa Minha Vida* (MCMV) mis en place par le gouvernement carioca. Nous analyserons plus précisément dans la suite du travail les impacts de cette politique. Lors de la crise financière de 2008, le Brésil a été capable de se maintenir grâce aux incitations de construire des unités résidentielles à travers des fonds fédéraux créant le programme *Minha Casa Minha Vida*.⁹¹ Il fallait, en effet, « redynamiser le secteur de la construction civile. » Le programme MCMV est la « première véritable politique nationale de logement mise en place au Brésil. » Lancée en 2009, son objectif était de créer des « mécanismes d'incitation à la production et à l'acquisition de nouveaux logements pour des familles dont les revenus étaient compris entre 0 et 10 salaires minimums (en 2014, le salaire minimum s'élevait à 724 réais soit 240 euros environ). »⁹²

⁸⁷ « Ma Maison, Ma vie »

⁸⁸ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 8.

⁸⁹ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 133.

⁹⁰ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 8.

⁹¹ Gaffney, « Gentrifications in Pre-Olympic Rio de Janeiro », *op. cit.*, 4.

⁹² Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 6.

Au début du projet, « les objectifs initiaux prévoyaient la production d'un million de nouvelles résidences, dont 800 000 réservées aux deux segments au plus bas revenus (de 0 à 3 et de 3 à 6 salaires minimums). » Cependant, l'application du programme ayant été confiée au secteur privé, ce sont les constructeurs mêmes qui ont pris les décisions concernant « la localisation des unités de logement, les segments bénéficiaires, et le type de construction. » Au vu de la structure même du programme MCMV, l'accès des familles ciblées était difficile à cause de la valorisation immobilière. En effet, le programme était dirigé « vers les financements et l'achat de nouvelles unités » et il attribuait « des subventions très élevées non seulement à l'industrie de la construction civile, mais aussi aux capitaux immobiliers de façon générale. »⁹³

« L'étude de la localisation des programmes d'habitations financées par le programme MCMV démontre que 47 % des logements produits (et plus de 53 % de ceux réservés au plus bas segment de revenu), se concentrent dans la zone ouest de Rio, à l'extrême limite de la tâche urbaine, là où le foncier est moins cher. » Les familles devant être relogées provenaient en large partie des favelas expropriées pour des constructions urbaines liées aux méga-événements. De ce fait, la ségrégation socio-spatiale s'est accentuée car les « constructeurs choisissaient les terrains en fonction du prix de la terre », ces terrains se trouvant toujours en marge de la ville et étant « dépourvus de services et d'infrastructures urbaines. » La programme MCMV revêtait un caractère ségrégatif à travers la spécificité du type de logement construit, ceci étant « accentué par la construction de grands ensembles de plusieurs centaines de logements motivées par des économies de coûts et contribuant aussi à produire de l'homogénéité sociale. »⁹⁴

Enfin, en plus d'être relogées en périphérie de la ville, les familles avaient, dans certains cas, été expropriées de façon violente afin de les envoyer dans les constructions prévues par le programme MCMV. En 2013, une analyse du *Comitê Popular da Copa e das Olimpíadas* estimait qu'« un total de 30 favelas représentant 8350 familles étaient concernées par les expropriations, sachant que 2434 familles avaient déjà été expropriées (Annexe 4). »⁹⁵ Une analyse effectuée par le même comité en 2015

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*, 7.

soulignait qu'un total de 22 059 familles avaient été expropriées dans la ville de Rio, correspondant à 77 206 personnes entre 2009 et 2015.⁹⁶ Nous reviendrons sur les impacts liés à l'expropriation des familles dans le point 2.1 de ce travail.

2. Processus d'« invisibilisation »

2.1. Démolition et expulsion

« Depuis que Rio de Janeiro a été choisie en 2009 pour accueillir les Jeux olympiques de 2016, plusieurs milliers de personnes ont été expulsées de chez elles dans le cadre de la construction des infrastructures d'accueil de l'événement. » Cette décision d'expropriation prise par le gouvernement carioca, également préalablement à la Coupe du Monde de 2014, a eu une série d'impacts qu'il conviendra d'analyser dans cette partie.⁹⁷

2.1.1. Impacts au niveau social

2.1.1.1. Expropriations

La mise en place de la stratégie de démolition et d'expulsion a été vivement critiquée par les *moradores* des favelas, c'est-à-dire les habitants. En effet, « plusieurs favelas ont été éradiquées sous couvert de l'implantation de projets de transport collectif comme le BRT (*Bus Rapid Transit*) », nous y reviendrons par après. Ce nouveau transport a, notamment, « provoqué l'expropriation de 68 familles de la favela de *Arroio Pavuna* », ces dernières recevant l'aide du programme MCMV en étant relogées en périphérie de la ville.⁹⁸ Un habitant du *Morro da Providência*, Cosme Felippsen, affirme également que les habitants de cette communauté ont souffert de violations de leurs droits pendant les expulsions, dans la première favela du Brésil fêtant ses 120 ans en 2017.⁹⁹

⁹⁶ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », novembre 2015, 20.

⁹⁷ « Brésil », *Amnesty International Belgique Francophone*, 2016, <https://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/rapports-annuels/rapport-annuel-2016/ameriques/article/bresil>.

⁹⁸ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 7.

⁹⁹ « Favela é cidade: políticas públicas em favelas são debatidas pensando no pós-Olimpíadas », *Canal Ibase*, 5 août 2016, 2, <http://www.canalibase.org.br/favela-e-cidade-politicas-publicas-em-favelas-sao-debatidas-pensando-no-pos-olimpiadas/>.

Selon un rapport d'Amnesty International de 2016, beaucoup de familles ayant été expropriées n'avaient pas été correctement averties de leur futur, et aucune indemnisation financière satisfaisante ou une solution de relogement adaptée ne leur avaient été proposées. Les 600 familles qui vivaient dans la *Vila Autódromo*, située près du futur Parc olympique, « ont été ainsi expulsées par la municipalité » en vue de l'installation des infrastructures sportives.¹⁰⁰

Il faut, par ailleurs, rappeler que la production d'espaces ne peut pas être séparée de la production des relations sociales. Dans le contexte des méga-événements, la production des relations socio-spatiales est liée à l'intention de structurer ou réformer l'espace urbain.¹⁰¹

Selon un rapport de l'ONU, les méga-événements et leurs expériences passées montrent une augmentation des violations des droits de l'homme, particulièrement dans leur droit à un logement adéquat. Le rapport reconnaît également des processus de gentrifications qui se mettent en place suite à la valorisation de certaines zones de la ville, au détriment des populations à bas revenus, des minorités ethniques, des migrants, des personnes âgées, des personnes handicapées, ainsi que des groupes marginalisés (comme les vendeurs de rues).¹⁰²

Selon Simone, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, l'arrivée des méga-événements à Rio de Janeiro a eu des impacts positifs sur la ville, car « *il y a 20-30 ans, la ville ne recevait pas d'événements importants dans n'importe quel domaine. Elle avait besoin d'être organisée pour recevoir les jeux et c'est une chose qui a mis en lumière toutes les situations sociales non résolues.* » Cependant, il y a aussi des impacts négatifs liés à l'environnement ou comme l'expulsion des communautés, mais selon elle, « *dans la balance entre positif et négatif, ils ont eu un effet beaucoup plus positif que négatif.* »¹⁰³

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Gaffney, « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 », *op. cit.*, 8.

¹⁰² Raquel Rolnik, « Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context » (Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, décembre 2009), 4.

¹⁰³ Annexe 2, Entretien avec Simone Colucci, 6 octobre 2016, 92.

2.1.1.2. Travail

Tout d'abord, Marcia, journaliste et travaillant également à l'*Instituto Tocando em Você*, se demande « comment les personnes envoyées dans le programme MCMV se procurent-elles du travail si elles n'ont pas d'argent pour payer le ticket de transport et si elles habitent loin et ont besoin de minimum deux transports en commun pour arriver au centre de la ville. »¹⁰⁴ Le thème du travail a ainsi été largement abordé par les institutions tant civiles que publiques afin de condamner ou de justifier les investissements dans la construction d'infrastructures nécessaires à l'accueil des méga-événements.

C'est principalement la multiplication du nombre d'emplois qui a été l'une des excuses du gouvernement carioca pour légitimer et convaincre l'opinion publique de l'importance d'investir dans le développement des grands événements sportifs. Eduardo Paes, devenu maire de Rio en 2009, voulait réorganiser le système des bus, légaliser et ouvrir des lignes de transit pour les vans, combattre les parkings illégaux et régulariser les vendeurs de rues. Il a également créé un Bureau Spécial d'Ordre Public (SEOP).¹⁰⁵

Malgré les conventions de l'Organisation International du Travail et les garanties des droits des travailleurs et du droit de travailler, de graves violations de leurs droits ont été faites au nom de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques. Il est bien évidemment connu que l'arrivée d'événements de cette ampleur est vue comme une possibilité de faire de l'argent.¹⁰⁶ C'est pourquoi les gouvernements locaux ont mis en place des mécanismes pour abolir le travail informel à travers une perspective qui criminalise souvent la pauvreté, et avec un discours sur l'augmentation du tourisme par l'organisation et le 'nettoyage' des zones riches de la ville.¹⁰⁷

En 2011, l'opération '*Order Shock*' a été approuvée pour mettre fin au désordre urbain, ainsi que pour promouvoir un 'nettoyage' du centre et d'autres régions de la ville. Un mois plus tard, la ville de Rio était élue comme ville hôte des Jeux olympiques de 2016.¹⁰⁸ Ainsi, quand nous parlons d'expulsion, il s'agit également de l'expulsion et

¹⁰⁴ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 87.

¹⁰⁵ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 55.

¹⁰⁶ Rolnik, « Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context », *op. cit.*, 17-18.

¹⁰⁷ *Ibid.*, 19.

¹⁰⁸ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 56.

la légalisation de ces vendeurs de rues. La ville a notamment obligé les marchés à fermer à une heure du matin, bien avant leur traditionnelle fermeture.¹⁰⁹

De plus, le gouvernement de Rio a essayé de mettre en place des processus rassemblant les vendeurs de rues dans des marchés, et ceci également dans le quartier historique de Lapa, créant le *Lapa Night Market*, qui compte sur la vigilance des gardes municipaux 24h/24h. Pendant la Coupe du Monde de 2014, les vendeurs déclaraient que les actes de répression étaient largement localisés dans les districts sud de Rio, région la plus chère de la ville, et autour du Maracanã.¹¹⁰

Il est estimé que les rénovations du Maracanã ont généré 6500 emplois directs jusque mai 2013, selon Odebrecht, entreprise faisant partie du Partenariat Privé-Public (PPP) et étant actuellement embourbée dans un scandale de corruption. Une série de grèves a ensuite vu le jour concernant les conditions de travail des ouvriers. Le développement du Parc Olympique et du village pour Rio 2016, exécuté par plus de 5000 travailleurs, a aussi fait face à des grèves concernant notamment la hausse de leur salaire.¹¹¹

Enfin, en 2009, Lula da Silva a signé un décret qui ouvrait un débat avec les usagers et les experts de terrain. Le plus grand avancement de ce décret a été la création d'un comité inter-ministère pour autoriser les discussions démocratiques sur les politiques. Le raisonnement de ce comité était basé sur la compréhension que l'assistance sociale seule n'est pas suffisante, mais il y a un besoin d'implication et de dialogue entre plusieurs zones, comme la santé, le logement, le travail, la culture, le sport... Mais la préfecture de Rio de Janeiro n'a jamais adhéré au décret ou institué un comité de ce type pour ses prises de décisions politiques.¹¹²

¹⁰⁹ Rolnik, « Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context », *op. cit.*, 19.

¹¹⁰ *Ibid.*, 59.

¹¹¹ *Ibid.*, 61.

¹¹² *Ibid.*, 65.

2.1.1.3. Enfants et adolescents

Le Brésil occupe la 8^e place sur 190 pays en ce qui concerne le taux d'homicides incluant des enfants et des adolescents entre 10 et 19 ans. Le contexte de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques a aggravé ce scénario, ainsi que le non-respect des droits des enfants et des adolescents.¹¹³ C'est pourquoi le Comité de Protection Intégrale des enfants et des adolescents de Rio de Janeiro a surgi en réponse des organisations de la société civile, des représentants des organes de l'État et du Système de Garantie des Droits de l'Enfant et de l'Adolescent de Rio de Janeiro, qui participent activement dans les activités de caractère national impulsées par le Secrétariat des Droits de l'Homme de la Présidence de la République. Ensemble, ils ont ainsi écrit une série de recommandations à suivre lors des méga-événements afin de garantir le droit des plus jeunes.¹¹⁴

Selon le *Comité da Copa 2014 e das Olimpíadas 2016*, il y a quatre principales violations des droits de l'enfant : la violence policière et militaire, l'expulsion, l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, et le travail des enfants. Nous analyserons ici la partie relative à l'expulsion et nous reviendrons sur les autres violations dans la suite du travail.¹¹⁵

L'expulsion forcée résulte, selon l'ANCOP, *Articulação Nacional dos Comitês Populares da Copa*, et le *Comité Popular da Copa*, en « l'aggravation des conditions de vie et de logement d'innombrables familles, incluant des enfants et des adolescents qui, dans la plupart des cas, se retrouvent à vivre dans la rue. » Il y a effectivement eu des violences policières lors de l'expulsion forcée des familles. Par exemple, les enfants et les adolescents étaient aspergés de bombes lacrymogènes et de sprays au poivre. Ils ont également vu leurs maisons détruites, leurs affaires perdues et abimées pendant le transport (fait généralement par des camions poubelles), et leurs grands-parents devenus malades (beaucoup mourant de crises cardiaques, de coups ou de dépression, étant le résultat de situations stressantes causées par les expulsions). Les enfants et les adolescents ont donc souffert deux fois plus : d'un côté, de la perte de membres de leur

¹¹³ *Ibid.*, 129.

¹¹⁴ « Agenda de convergência Proteja Brasil. Promoção, proteção e defesa dos direitos de crianças e adolescentes em grandes eventos. » (Secretaria de Direitos Humanos (SDH) da Presidência da República (PR), do Conselho Nacional dos Direitos da Criança e do Adolescente (Conanda) e das Redes Nacionais de Defesa dos Direitos da Criança e do Adolescente, 2012), 71.

¹¹⁵ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 130.

famille et de l'autre, du besoin de prendre en charge des responsabilités prises auparavant par ces mêmes membres de leur famille.¹¹⁶

Par conséquent, ils ont aussi commencé à montrer des signes psychologiques et des dommages émotionnels résultant de situations traumatiques, comme des cauchemars, mal de tête, perte d'appétit et isolation sociale. Après avoir été relocalisés, généralement dans des zones distantes de leur situation d'origine, ces enfants ont perdu certains droits basics, comme l'école (droit à l'éducation), les soins de santé (droit à la santé), le transport adéquat pour aller à l'école, la sécurité (droit à être protégé) et la continuité des liens de la communauté (droit de vivre en famille et en communauté).¹¹⁷

2.1.2. *Au niveau urbain*

« Les transformations urbaines accélèrent les dynamiques de spéculation immobilière, de fragmentation de l'espace urbain et augmentent la ségrégation socio-spatiale. »¹¹⁸ Depuis toujours, les politiques publiques en matière d'urbanisation à Rio de Janeiro ont privilégié certaines parties spécifiques de la ville capables d'attirer les investissements et d'influencer le développement économique, ceci ayant des conséquences importantes à plusieurs niveaux.¹¹⁹

2.1.2.1. *Minha Casa Minha Vida*

L'objectif principal du programme MCMV, comme expliqué *supra*, était « l'accès à la propriété des couches populaires. »¹²⁰ Cependant, Marcia affirme qu'une « famille a demandé à avoir un titre de propriété de l'appartement en question, mais l'employé de la Caisse Economique Fédéral lui a répondu : *Seulement quand vous aurez terminé de payer !* »¹²¹ Les processus de reconfiguration urbaine entraînent ainsi « l'appropriation par les acteurs publics locaux et les promoteurs immobiliers du programme fédéral, et la survalorisation de certaines zones par la concentration des investissements publics et de la spéculation immobilière. »¹²²

¹¹⁶ *Ibid.*, 132-33.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 7.

¹¹⁹ Demian Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro: Os impactos da copa do mundo e das Olimpíadas 2016*, Observatório das Metrópoles (Rio de Janeiro: Ricardo Monteiro), 65.

¹²⁰ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 5.

¹²¹ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, *op. cit.*, 87.

¹²² Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 5.

Nous pouvons donc parler ici de gentrifications, comme Christopher Gaffney l'a défini. La situation est caractérisée par un processus d'accumulation par dépossession dans la mesure où les zones occupées par la population de bas revenus se constituent en marché destiné à la consommation des classes moyennes et hautes. Généralement, le pouvoir public utilise comme justificatif de dépossession l'intérêt public supposé des travaux qui sont réalisées et qui bénéficieront à tous les Cariocas.¹²³ Simone, directrice de l'*Instituto Tocando em Você*, affirme qu'il y a bel et bien eu « *un processus de gentrifications et beaucoup de personnes qui avaient besoin du programme MCMV n'avaient pas l'argent pour payer.* » Elle « *ne juge pas les personnes vivant dans des endroits non dignes, car ils n'ont pas d'autres endroits où vivre.* »¹²⁴

Ensuite, toutes les interventions véhiculées par la préparation de la ville pour recevoir les deux méga-événements sportifs étaient concentrées prioritairement dans trois zones : la Zone Sud, le centre (principalement la zone portuaire) et *Barra de Tijuca*. Dans ces espaces, nous remarquons des processus de valorisation, à cause des investissements reçus. La valorisation a atteint 300% dans certaines zones du centre, 200% à *Barra de Tijuca* et jusqu'à 400% pour la favela de *Vidigal*, situé dans la partie la plus riche de la ville, avec vue sur *Leblon* et *Ipanema*. Ainsi, il faut noter l'augmentation des processus de sortie des populations à bas revenus de ces zones.¹²⁵

À *Barra de Tijuca*, beaucoup de familles de la *Vila Autodromo* ont été expulsées et envoyées dans le programme MCMV, car elles vivaient à proximité du futur Parc olympique.¹²⁶ Beaucoup de résidents ont soit négocié leur départ, soit ont été forcés à accepter les décisions des cours de justice qui autorisaient la ville de Rio à disposer de leurs maisons. Les personnes n'ayant pas voulu quitter leurs maisons se sont retrouvées coincées à côté des décombres, devenant une cause de l'augmentation de dengue et de zika via les moustiques vecteurs des maladies. De plus, ces personnes vivaient constamment avec les services basiques coupés (eau et électricité) à cause de la destruction des maisons.¹²⁷

¹²³ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro, op. cit.*, 79.

¹²⁴ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 85.

¹²⁵ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro, op. cit.*, 64.

¹²⁶ *Ibid.*, 75.

¹²⁷ Justiça Global, « Guide for Journalists and Media Professionals Human Rights Violations in the Olympic City », 2016, 27-28.

Les maisons du programme MCMV, pour les habitants du niveau de loyer 1 (0 à 3 salaires minimums), n'ont pas été construites dans les zones qui bénéficient des investissements publics, au contraire, elles ont été concentrées dans les zones en périphérie de la ville.¹²⁸ C'est pourquoi Marcia affirme que « *le programme MCMV est une 'porcherie' ! Ils ont fait un ensemble de logements où les personnes vont vivre, loin de tout, sans accès à l'hôpital, sans accès au supermarché, sans accès à rien ! Les maisons sont perdues au milieu de nulle part ! Vous ne pouvez pas envoyer une famille loin d'un hôpital ! Ils ont tout construit au milieu de rien !* » Elle explique ensuite l'histoire d'une jeune fille enceinte relocalisée en périphérie de la ville et qui est décédée, car « *elle n'avait pas reçu les soins nécessaires à cause du manque d'hôpital à proximité.* »¹²⁹

Des alternatives étaient offertes aux personnes expropriées : une indemnisation, une relocalisation, comme ça a été le cas avec le programme MCMV, ou une aide au logement. De manière générale, les indemnisations étaient incapables de garantir l'accès à autre bien immobilier situé près des résidences antérieures.¹³⁰

De plus, les critères de sélection ne paraissaient pas objectifs pour définir quels habitants expulsés seraient relocalisés et quels habitants recevraient une aide au logement, appelé loyer social, d'une valeur de 400 réais mensuel, indépendamment de la taille de la famille, des conditions de vie et de la localisation dans la ville. Les mouvements populaires affirmaient que le problème était que les habitants menacés vivaient dans des zones riches, mais non dangereuses. Si dans les faits, certaines familles ont pu améliorer leurs conditions de vie, d'autres réclament que les leurs se sont dégradées significativement avec la perte d'emplois (vu le temps qu'il faut pour arriver au travail), plusieurs enfants ont perdu une année à l'école et beaucoup ont vu leur réseau de sociabilité dissout.¹³¹

Un exemple est celui de beaucoup de familles expulsées du *Complexo do Alemão*, qui avaient reçu la promesse de recevoir un endroit où habiter. Les occupants ayant reçu la notification de sortir de leurs maisons dans les 48 heures ont reçu un loyer social de 400 réais par mois à la place de recevoir un logement digne. Avec la

¹²⁸ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro, op. cit.*, 84.

¹²⁹ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 87.

¹³⁰ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro, op. cit.*, 79-80.

¹³¹ *Ibid.*, 80.

spéculation immobilière existante dans la favela, il était difficile de trouver un autre logement, et le paiement de ce loyer social arrivait en retard sans la certitude qu'il allait continuer à être payé par le gouvernement après les Jeux olympiques.¹³²

Enfin, pour certaines familles ayant bénéficié d'une relocalisation via le programme MCMV, la nouvelle habitation a vite commencé à présenter des problèmes associés à la qualité des travaux. Ces problèmes ont vite été contrôlés par des milices, qui ont établi des règles de sociabilité et imposaient des taxes de sécurité aux nouveaux habitants.¹³³ Ceci est confirmé par Amnesty International dans son rapport annuel de 2016, en affirmant que « les immeubles du programme MCMV étaient pour la plupart sous la coupe de milices (groupes criminels organisés, constitués principalement de policiers, pompiers et militaires qui n'étaient pas en service ou qui avaient quitté les forces de l'ordre) ou de bandes criminelles organisées. » C'est pourquoi certaines familles ont dû quitter leur logement car elles se trouvaient exposées à des risques de violence et exposées à des menaces.¹³⁴

2.1.2.2. Reconfiguration urbaine

*« Vous vous occupez de votre maison, mais quand vous ne faites pas ça régulièrement, quand une personne arrive, vous cachez la poussière. C'est une expression brésilienne qui signifie que nous avons un problème de communautés transformées en quartiers, mais toutes les communautés n'ont pas été transformées en quartiers. Elles en ont cependant besoin. Les communautés situées près des voies rapides et qui sont visibles ont été pacifiées, mais on ne fait pas attention aux autres qui sont intégrées dans la ville et qui n'ont pas de visibilité. Ce sont des points focus de violence... Nous ne pouvons pas faire attention qu'à un seul endroit, mais nous devons faire attention à tous. »*¹³⁵

Ces paroles de Simone Colucci montrent le réel problème de la reconfiguration urbaine et du choix des politiques cariocas concernant la reconfiguration urbaine en prévision des méga-événements.¹³⁶ Elle continue son explication par le fait que « Rio de Janeiro est un État qui pourrait être un pays au vu de sa taille et de sa population. La

¹³² « Favela é cidade », *op. cit.*, 2.

¹³³ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 81.

¹³⁴ « Brésil », *Amnesty International Belgique Francophone*, 2016, <https://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/rapports-annuels/rapport-annuel-2016/ameriques/article/bresil>.

¹³⁵ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 106.

¹³⁶ Annexe 2, Entretien avec Simone Colucci, 6 octobre 2016, 93.

situation de Rio est complexe et ne nécessite pas un plan de 5 ans, mais de 10 ou 20 ans. La population a besoin d'un plan de développement de même 30 ans pour réussir à transformer la ville en quartiers et pour que toutes les communautés soient considérées comme des quartiers à part entière. »¹³⁷

Les communautés de Rio de Janeiro ont été classifiées en 5 groupes, basés sur le type de justification de l'expropriation avec les 4 premiers types liés aux interventions pour la Coupe du Monde 2014 et les Jeux olympiques 2016 : (1) les travaux routiers associés au BRT, (2) les travaux d'expansion pour l'aéroport international Tom Jobim, (3) les travaux d'installation ou de rénovation des installations sportives, et (4) les travaux pour rénovation urbaine dans la zone portuaire, *porto marvilha*. Le 5^e type est lié aux soi-disant zones de risques et celles ayant un intérêt environnemental. Ce dernier fait partie de la stratégie carioca pour promouvoir la rénovation urbaine, l'expansion étatique et le tourisme potentiel en expropriant les familles à faibles revenus. Nous reviendrons sur ce cinquième point dans la partie relative à l'organisation touristique.¹³⁸

Premièrement, le BRT *Transcarioca* a été construit entre *Barra de Tijuca* et l'aéroport *Tom Jobim International*, passant dans 27 districts. Quatre communautés entières ont été démolies et une partiellement détruite (*Arroio Pavuna*), totalisant 349 familles expulsées de leurs maisons. Pour le BRT *Transoeste* connectant *Barra de Tijuca* aux districts de *Santa Cruz* et *Campo Grande*, environ 530 familles dans cinq communautés ont été expulsées. Ce qui est important est que ces communautés étaient proches des condominiums de la classe moyenne et supérieure, et le fait que ces zones, auparavant occupées par les communautés expulsées, restent vacantes jusqu'à maintenant alors que la justification était l'urgence pour le développement de la Coupe du Monde 2014.¹³⁹ Enfin, le BRT *Transolympico* a été inauguré le 9 juillet 2016 pour relier les principales installations destinées aux Jeux olympiques 2016.¹⁴⁰

Deuxièmement, des travaux ont été effectués pour améliorer l'accès à l'aéroport *Tom Jobim International* ainsi que pour recevoir un afflux important d'athlètes et de touristes. La communauté *Tubiacanga*, situé sur l'*Ilha do Governador* à côté de

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 21.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ « Transolimpica », [oriodejaneiro.com](http://www.oriodejaneiro.com/transolimpica-htm/), 22 décembre 2014, <http://www.oriodejaneiro.com/transolimpica-htm/>.

l'aéroport, était à risque d'expulsion, mais des mouvements sociaux s'y sont fermement opposés.¹⁴¹

Troisièmement, concernant les travaux en vue de la rénovation ou la création des installations sportives, la communauté *Metrô Mangueira*, existante depuis 40 ans et voisine du Maracanã, a vu 108 premières familles acceptées la relocalisation sous pression et envoyées dans un camp résidentiel dans l'ouest de la ville à 70 kilomètres de leur lieu d'origine. D'autres familles ayant commencé un mouvement de révolte, la ville a décidé de les placer dans les complexes Mangueira I et II adjacents à la communauté et prévus à la base pour des familles comprises entre 3 et 6 salaires minimums.¹⁴²

Quatrièmement, dans la zone portuaire, la ville a voulu remodeler le quartier avec le projet '*porto maravilha*'. Ce dernier a mis en place la réinstallation du VLT, tram, et l'installation du téléphérique au *Morro da Providência*.¹⁴³ Ce projet ignorait totalement les besoins des personnes vivant dans la zone, menant à des processus de gentrifications tout en modifiant les dynamiques de travail, de logement et les dynamiques sociales.¹⁴⁴

Ce dernier point a été soutenu par le projet *Morar Carioca* (ou PAC II), mais le problème central a été le manque d'information et d'implication de la communauté du *Morro da Providência*. Après les protestations contre les expulsions forcées en 2013, l'hôtel de ville a décidé d'ouvrir un dialogue avec les résidents¹⁴⁵, mais l'instauration du téléphérique dans le *Morro da Providência* n'a rien changé à la vie locale. Le transport a été utilisé pour traverser la *Central do Brasil* par-dessus et non pour les habitants. Elle fut également la 7^e favela à recevoir les UPP.¹⁴⁶

Le 26 février 2014, l'hôtel de ville, à travers la Compagnie pour le Développement Urbain dans la Zone Portuaire de Rio de Janeiro (CDURP), a initié le processus de démolition de toute la zone, comptant sur l'aide des forces de police, sans

¹⁴¹ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 21.

¹⁴² *Ibid.*, 26.

¹⁴³ Christopher Gaffney, « Transforming Rio - for the benefit of whom? », *ICSSPE BULLETIN*, 39, consulté le 24 janvier 2017, https://www.academia.edu/26009728/Transforming_Rio_-_for_the_benefit_of_whom.

¹⁴⁴ Justiça Global, « Guide for Journalists and Media Professionals Human Rights Violations in the Olympic City », *op. cit.*, 41.

¹⁴⁵ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 29-30.

¹⁴⁶ « Favela é cidade », *op. cit.*, 2.

aucune décision légale appuyant cette action gouvernementale. Comme unique option, la préfecture de Rio a offert des chèques compensatoires à hauteur de 1200 réais, correspondant à 3 mois davantage de loyer social. Les résidents n'ont pas accepté l'offre et ont protesté. Par conséquent, la CDURP a préparé un accord avec les résidents, qui étaient légalement représentés par l'Office de Défense Publique, s'engageant à payer deux ans de loyer social jusqu'à ce que les maisons pour leur réinstallation soient prêtes, mais la démolition du 26 février 2014 a causé de grandes pertes et des dommages irréparables. Beaucoup d'occupants ont perdu leurs biens et ont vu leurs maisons démolies avec tout ce qu'il y avait dedans.¹⁴⁷

Enfin, concernant le réaménagement du métro de Rio de Janeiro, la décision d'étendre le métro à *Barra de Tijuca* a été très controversée. L'argument des personnes contre l'extension du métro de Rio à *Barra de Tijuca* était de dire que ça bénéficierait uniquement aux résidents des zones riches de la Zone Sud et de *Barra de Tijuca*.¹⁴⁸ Comme le métro appartient à l'État de Rio, les décisions concernant les contrats, les concessions et la construction venaient directement du bureau du gouverneur. L'extension du métro, comme partie du transport olympique, n'a ainsi pas été portée au marché public et la firme INPEVAR, appuyée par la femme du préfet de l'époque, a ainsi géré ce qui est devenu aujourd'hui la ligne 4.¹⁴⁹

2.1.2.3. Exemple du Maracanã

Construit en 1950 pour accueillir les matches de la Coupe du Monde, le stade du Maracanã est devenu la référence symbolique de la ville de Rio de Janeiro et du Brésil. Le stade était le plus grand du monde à l'époque, recevant 200 000 spectateurs pendant la finale en 1950 entre le Brésil et l'Uruguay, mais depuis 1999, ce dernier est passé par plusieurs changements dans sa structure et dans ses alentours.¹⁵⁰

Au départ, le Maracanã était une propriété publique. Par la suite, il a été administré par la SUDERJ, la Superintendance du Sport de Rio de Janeiro, jusqu'en mai 2013, quand le complexe du Maracanã a été loué par le gouvernement au Consortium Maracanã A.S. pour une période de 35 ans. Le processus de privatisation du stade a été

¹⁴⁷ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 31.

¹⁴⁸ Gaffney, « Transforming Rio - for the benefit of whom? », *op. cit.*, 37.

¹⁴⁹ *Ibid.*, 38.

¹⁵⁰ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 68.

confronté et critiqué par des mouvements sociaux, des clubs de supporters et les utilisateurs du complexe sportif. Malgré les critiques, le partenariat privé-public (PPP) a été approuvé en 2013 pour 35 ans, passant l'administration du stade sous les intérêts privés du Consortium Maracanã A.S., conglomérat de l'organisation Odebrecht.¹⁵¹ Ce dernier a ainsi disposé du droit d'exploiter le stade et ses alentours¹⁵², et a travaillé sur la rénovation du stade, alors que cette même compagnie a joué un rôle central dans les accusations de corruption de l'opération Lava-Jato.¹⁵³

Tout fait allusion à l'inflation et la ségrégation. Les tickets sont plus chers, les stades sont vides et les clubs et sponsors gagnent de plus en plus d'argent.¹⁵⁴ Après la Coupe des Confédérations en 2013, le prix des billets des jeux réalisés au Maracanã a, en effet, augmenté de plus de 200% en deux ans. Ainsi, l'explosion du prix des billets et la diminution des fans sont des traces communes dans tous les stades construits ou remodelés pour la Coupe du Monde. Il est possible de constater à court terme une exclusion des classes populaires qui ne peuvent pas payer pour assister aux jeux. À long terme, ce processus peut influencer la détérioration de la culture populaire du football brésilien.¹⁵⁵

Dernièrement, le stade a totalement été laissé à l'abandon. La pelouse est sèche, le sol est craquelé et tout ce qui pouvait être pris a été volé, comme les sièges du stade mythique.¹⁵⁶ L'entreprise Odebrecht étant entachée d'un scandale de corruption, le Consortium Maracanã n'y a pas échappé : « le chantier pharaonique qui a abouti à la rénovation du stade Maracanã pour le Mondial 2014 a été entaché de nombreuses surfacturations, selon une enquête du Tribunal des Comptes de l'État Rio de Janeiro (TCE). »¹⁵⁷

¹⁵¹ *Ibid.*, 69.

¹⁵² Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 29.

¹⁵³ Justiça Global, « Guide for Journalists and Media Professionals Human Rights Violations in the Olympic City », *op. cit.*, 11.

¹⁵⁴ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 70.

¹⁵⁵ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 32.

¹⁵⁶ « Brésil : le stade de Maracana à l'abandon », *LCI*, consulté le 28 mars 2017, <http://www.lci.fr/international/bresil-le-stade-de-maracana-a-l-abandon-2025713.html>.

¹⁵⁷ « Les travaux de rénovation du Maracana surfacturés - Fil Info - Football », *Sport24*, 13 mars 2017, <http://sport24.lefigaro.fr/football/fil-info/les-travaux-de-renovation-du-maracana-surfactures-850189>.

2.1.2.4. Mobilité urbaine

La mobilité urbaine est un aspect essentiel au droit de la ville. Il s'inscrit dans un aspect plus large qui est le droit au logement, c'est-à-dire le droit à avoir accès à une maison et une communauté sûre et dans laquelle il est possible de vivre avec dignité et avec une bonne santé physique et mentale. Ça inclut aussi un logement dans un endroit adéquat, qui offre des opportunités de développement économique, culturelles et sociales, et qui assure le droit d'aller et de venir. Ceci veut dire qu'à proximité de ces logements, il faut des offres de travail et des sources de revenus, des moyens de subsistance, des transports publics, des supermarchés, des pharmacies, des bureaux de poste, et des sources d'approvisionnement.¹⁵⁸

La mobilité urbaine a été placée au cœur du débat avec l'arrivée des grands événements sportifs. Le réseau de transport et les options disponibles de moyens de transport affectent les standards de mobilité urbaine dans chaque ville. À Rio de Janeiro, nous constatons une forte concentration spatiale des investissements dans les infrastructures de transport.¹⁵⁹ Les investissements dans la mobilité sont des catalyseurs forts pour restructurer la ville étant donné qu'ils affectent les dynamiques urbaines pour l'évaluation de certaines zones et l'évaluation des capacités de la population pour l'accès aux installations de mobilité et d'accessibilité. En effet, le fait de fournir des infrastructures ne garantit pas le bien-être de la population et le respect des droits de l'homme. Comme les investissements sont dirigés, l'organisation spatiale de la ville peut augmenter davantage la ségrégation.¹⁶⁰

À Rio de Janeiro, l'expression de 'révolution des transports' a souvent été utilisée afin de décrire les différentes actions et les interventions de mobilité mises en place. La distribution territoriale des investissements en mobilité prévus et réalisés semble reproduire la logique de l'organisation de l'espace. Aucun élément ne permet de prouver une meilleure distribution des personnes et des emplois sur le territoire. Les investissements en transport pour la Coupe de 2014 et les Jeux olympiques de 2016 ont donc été majoritairement concentrés territorialement.¹⁶¹

¹⁵⁸ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 43.

¹⁵⁹ *Ibid.*, 45.

¹⁶⁰ *Ibid.*, 46.

¹⁶¹ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 25-26.

Enfin, la décision de restructurer profondément les transports publics a été prise après la victoire de Rio pour accueillir les Jeux olympiques 2016. Cette révolution des transports avait comme objectif de remédier aux conditions de mobilité actuelles. Avec l'arrivée des méga-événements, Rio a vécu une vague d'optimisme non seulement dans l'économie, mais aussi dans les nouvelles perspectives de mobilité urbaine, qu'elle pensait plus efficiente, sûre, confortable et durable, en accord avec le discours officiel.¹⁶² Cependant, cette révolution ne semble pas être la solution définitive à la crise de la mobilité comme promise par le pouvoir public.¹⁶³ Un exemple est le prix des billets de transport qui a augmenté de 2,80 à 3,70 réais, devenant hors de prix pour les populations les plus précaires.¹⁶⁴

2.1.3. *Au niveau sécuritaire*

Pour les Jeux panaméricains, 43 personnes ont été tuées en 2007 et 85 blessées dans ce qui est appelé '*the Pan-Am Massacre*', au *Complexo do Alemão*, dans une opération de police qui a duré jusqu'à la fin des jeux. Durant cette période, 1330 personnes ont été tuées par les institutions de sécurité publique.¹⁶⁵ Selon Tomas, soldat de l'UPP à *Salgueiro*, « *l'arrivée de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques a juste servi à maquiller la réalité de la ville, c'est comme s'il y avait eu une pause à la violence.* »¹⁶⁶

Un rapport du « *Mega-Events Repression and Loss of Freedom in Rio de Janeiro* » démontre que l'incarcération de masse a été affectée par l'arrivée des méga-événements avec une augmentation considérable du nombre de détenus dans les prisons.¹⁶⁷ Il est possible d'observer l'utilisation de la résistance par les forces de l'ordre pour arrêter des personnes, comme un moyen pour l'État de couvrir les assassinats de résidents, devenant une police sélective qui caractérise les institutions de sécurité publique depuis leurs origines. Ainsi, entre 2012 et 2013, le nombre de résistances a

¹⁶² *Ibid.*, 102.

¹⁶³ *Ibid.*, 108.

¹⁶⁴ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 48.

¹⁶⁵ *Ibid.*, 102.

¹⁶⁶ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 82.

¹⁶⁷ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 101.

augmenté de 381 à 416 dans l'État de Rio, augmentant à 584 en 2014, et atteignant 349 morts uniquement pour la première partie de l'année 2015.¹⁶⁸

Concernant les violations des droits de l'enfant que nous avons abordé plus haut, il sera ici question de traiter de la partie relative aux violences policières et militaires commises à l'encontre des enfants et des adolescents. Selon le *Comité da Copa 2014 e das Olimpíadas 2016*, ce type de violence est orientée vers trois groupes principaux.¹⁶⁹

Premièrement, les enfants et adolescents sans abris. Avec son opération '*Order Shock*', le maire Eduardo Paes voulait 'nettoyer' les rues et préparer la ville pour les visiteurs, ainsi que donner une bonne visibilité médiatique. Les organisations des droits de l'homme ont dénoncé cette approche uniquement basée sur l'utilisation de la force et non sur la persuasion utilisée par les éducateurs de rue. Nous observons aussi la disparition de beaucoup d'enfants des rues et leurs envois dans des unités d'internement. C'était une stratégie pour les garder loin des attractions touristiques connectées aux événements sportifs. Le nombre de ces opérations de police a diminué en 2014 pour éviter la visibilité sur ces actions, mais le manque de visibilité sur les violations des droits de l'enfant et des adolescents vivant dans la rue pendant les événements sportifs ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu.¹⁷⁰

Deuxièmement, les résidents des favelas, notamment ceux vivant dans une communauté dotée d'UPP. Il y a eu une augmentation des violences policières, résultant d'une augmentation du nombre d'opérations de police dans ces zones, avant et pendant la Coupe du Monde. Ces opérations résultaient dans le meurtre et les exécutions de beaucoup de jeunes résidents, probablement à cause de leur lien, fondé ou non, avec le trafic.¹⁷¹

Troisièmement, les adolescents pendant les protestations de 2013. Un an avant la Coupe du Monde, pendant la Coupe des Confédérations en 2013, les violences perpétrées par la police contre les adolescents des mouvements étudiants des écoles et des universités avaient pour but la répression des manifestations. La police militaire a

¹⁶⁸ *Ibid.*, 102.

¹⁶⁹ *Ibid.*, 130-31.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*, 132.

été appelée à contenir les protestataires et a commis une série d'irrégularités dans la détention de mineurs de moins de 18 ans en violant certains de leurs droits.¹⁷²

Par ailleurs, « la violence est reconnue comme le produit naturel d'une société qui admet l'exclusion, y compris jusqu'à la limite où le droit même à la vie est nié. » Nous constatons ainsi une certaine banalisation de la violence qui devient un mode de régulation des relations humaines.¹⁷³

Enfin, la violence chez les jeunes peut trouver des explications dans certains éléments tels que la redéfinition du monde en termes de ressources personnelles et non plus en termes sociaux, la situation dans laquelle le jeune marginal se trouve qui façonne sa définition du monde en termes de rapport de force, et la porte d'entrée que ces jeunes ont sur le marché des stupéfiants, qui débouche sur des phénomènes de violence.¹⁷⁴

2.2. Construction d'un mur et rôle des médias

Ce travail n'étant pas exhaustif, il sera ici question de faire un bref résumé des impacts de la construction des murs à Rio de Janeiro, ainsi que de la place des médias brésiliens.

En 2009, Eduardo Paes, alors maire de Rio de Janeiro, a essayé d'arrêter l'expansion des favelas en construisant des murs autour d'elles, en commençant par *Santa Marta*. Les murs étaient supposés protéger l'environnement naturel en limitant l'étendue des favelas, ainsi que pour 'pacifier' les territoires en contrôlant le trafic de drogues. Cependant, les résidents des favelas affirment que les murs ont été construits afin de cacher les communautés en vue des méga-événements.¹⁷⁵ À cause de la création de murs sans couleurs dans une communauté colorée, les habitants se sentaient emprisonnés et humiliés.¹⁷⁶

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ Angelina Peralva, « Brésil : les nouvelles faces de la violence », *Cultures & Conflits*, n° 6 (16 juillet 1992): 3-4.

¹⁷⁴ Christopher Gaffney, « Virando o Jogo: The challenges and possibilities for social mobilization in Brazilian football », *Journal of Sport and Social Issues* 10 (2013): 23.

¹⁷⁵ Perlman, *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*, op. cit., 28.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 29.

Les communautés se sentent de plus en plus stigmatisées à cause des discours d'exclusion à leur encontre.¹⁷⁷ Sachant cela, elles continuent à vivre en essayant de lutter contre cette image de stigmatisation qui ne fait qu'empirer avec la construction de murs.¹⁷⁸ Le problème des frontières urbaines et des divisions sociales à Rio crée ainsi l'image de barrières et de relations négatives entre la favela et la ville.¹⁷⁹

L'argument de la préservation environnemental a donc été utilisé pour justifier le programme de mise en place de murs, considérés comme des limites écologiques pour protéger la forêt atlantique. Ce mur fait 3 mètres de haut, autour de 19 favelas de la zone sud, pour un total de 11 kilomètres de long et englobant 550 familles.¹⁸⁰

Le mur autour de *Santa Marta* était considéré comme une partie de la stratégie 'd'invisibilisation'. Les murs n'ont, en effet, pas seulement été érigés le long des forêts, mais ils connectent aussi les routes qui sont importantes pour les événements. Cette mesure a été également justifiée pour la protection contre les bruits, mais nous supposons qu'il y a des limites sociales qui ont été mises en place afin de protéger et d'améliorer l'image de la ville.¹⁸¹

Selon Tomas, les médias cariocas « *n'aident ni les communautés ni le travail des UPP. Ils ne montrent que ce qui donne de l'audience et ne montrent jamais ce qui s'est réellement passé. Ils montrent ce que les gens veulent voir.* »¹⁸² Les médias à Rio de Janeiro ne sont donc pas objectifs, selon les habitants, à ce qui se passe dans la ville.

Les médias brésiliens ont joué un rôle important dans le processus 'd'invisibilisation', selon Malte Steinbrink. En effet, il y aurait eu de la manipulation visuelle pour représenter la ville de Rio dans les médias. Il est notable que les photos du Maracanã sont toujours prises depuis un angle qui empêche la favela *Mangueira* d'être sur la photo. Le terme favela n'apparaît pas non plus sur les trois volumes du livre olympique. Ils utilisent plus souvent le terme de communauté à la place. Le langage officiel politique peut ainsi être aussi interprété comme une tentative 'd'invisibilisation'

¹⁷⁷ Carrel, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles*, op. cit., 128.

¹⁷⁸ Sandra Jovchelovitch et Jaqueline Priego-Hernández, « Underground Sociabilities: identity, culture and resistance in Rio de Janeiro's favelas » (Brasilia: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 2013), 88.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 92.

¹⁸⁰ Steinbrink, « Festifavelisation », op. cit., 134-35.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 85.

des favelas, qui sont également absentes des cartes officielles de la ville, ces zones figurant comme des espaces verts.¹⁸³

Dans ce contexte, il y a également eu un conflit avec Google Maps en 2011, car la ville se plaignait que la carte en ligne représentait les favelas de manière trop importante et mettait en évidence comparativement les petites attractions touristiques de la ville de Rio. Le porte-parole de l'office du tourisme, Antonio Figueira de Mello, décrivait la carte d'absurde, car « *on avait l'impression que la ville était une immense agglomération de favelas.* » Ainsi, la carte a été modifiée en 2013 et le terme favela n'apparaît plus sur les cartes en ligne.¹⁸⁴

3. Transformation des favelas

3.1. Préparation à la pacification

La première phase du processus de pacification, terme qui vient de l'époque de la colonisation portugaise qui se doit à un territoire où il n'y avait plus de résistances indigènes, a débuté par le déploiement massif du BOPE (Bataillon d'Opérations Spéciales de Police), une unité de police militaire spéciale de Rio de Janeiro antérieure aux processus de pacification.¹⁸⁵ Leur but était d'expulser et d'arrêter (et implicitement tuer s'il le fallait) les membres des trafics de drogues pour occuper les favelas. Les postes de police de l'Unité de Police Pacificatrice étaient ensuite installés et ces derniers agissaient, et agissent toujours, comme une police communautaire et s'assurent que ces zones restent libres des trafiquants de drogues et de la violence armée.¹⁸⁶ Nous reviendrons dans le Chapitre 5 sur cette nouvelle approche, à savoir la mise en place des UPP.

La première UPP a été mise en place en 2008 dans la favela de *Santa Marta*, située dans la zone sud de Rio de Janeiro. Par la suite, elles ont été installées dans quasiment toutes les zones destinées aux Jeux olympiques et aux abords des infrastructures clefs pour la venue de cet événement (Annexe 5).¹⁸⁷

¹⁸³ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 134-35.

¹⁸⁴ *Ibid.*, 135.

¹⁸⁵ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 148.

¹⁸⁶ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 136.

¹⁸⁷ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 32.

3.1.1. Impacts au niveau social

Les communautés choisies pour la mise en place des UPP ne se situent pas dans les quartiers ayant le plus haut taux de criminalité ou le plus bas prix des maisons, mais dans des zones stratégiques et importantes pour la Coupe du Monde et les Jeux olympiques, donnant aux facteurs géographiques un rôle déterminant dans la localisation des UPP.¹⁸⁸

En effet, « le choix des favelas ciblées, localisées en majorité dans les quartiers touristiques et aisés, pose la question des réels bénéficiaires de ces interventions. »¹⁸⁹ Ces zones ont donc été fortement valorisées par les investissements apportés qui ont contribué « à une augmentation du coût de la vie et des logements, représentant un risque pour la permanence de la population d'origine. »¹⁹⁰

Comme il n'était pas possible de retirer toute la population des zones valorisées, la mise en place des UPP dans les favelas a été privilégiée. Avec la pacification, il y a eu une augmentation de la valeur du sol urbain dans ces communautés, augmentant le prix d'achat et de vente des logements. Dans ces zones, un ensemble de services comme l'eau, l'électricité et la télé ont fini par être régularisés, en générant des impacts dans le coût de la vie de cette population qui s'est vue obligée de trouver d'autre endroit où habiter, là où le sol urbain était moins valorisé.¹⁹¹

De ce fait, l'installation des UPP n'était pas toujours vue d'un bon œil par les habitants. Selon Tomas, soldat de l'UPP à *Salgueiro*, la relation entre UPP et habitant « *dépend de la 'race' des habitants.* » Il affirme que « *beaucoup de personnes n'aiment pas les UPP par le simple fait que si la loi débarque, les choses vont devoir être légalisées. Ils devront payer l'électricité et l'eau alors que le trafic les leur fournissait. Avec l'UPP ils doivent payer comme n'importe quels citoyens.* » Dans le cas de *Santa Marta* et d'autres UPP, certains habitants collaborent avec la police, mais sont aussi les premiers à souffrir si l'UPP vient à sortir de la communauté.¹⁹²

¹⁸⁸ Claudio Frischtak et Benjamin Mandel, « Crime, House Prices, and Inequality: The Effect of UPP in Rio » (Federal Reserve Bank of New York, janvier 2012), 8.

¹⁸⁹ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 10.

¹⁹⁰ *Ibid.*, 8.

¹⁹¹ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 82.

¹⁹² Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 84.

Une analyse a ainsi montré que la relation change d'une UPP à une autre, en fonction de l'histoire de la communauté, des réseaux de relations à l'intérieur de celle-ci, du type de groupe criminel qui occupait la communauté et du comportement des policiers. Cette relation est cependant meilleure que celle opposant la communauté avec un policier traditionnel, même si la relation de confiance n'est pas tout à fait établie.¹⁹³

Toujours selon Tomas, « *les Brésiliens sont mal éduqués et ne savent pas obéir à un commandement, par exemple mettre les mains contre le mur, sans dire ou faire quelque chose.* » Lors de l'entretien, nous avons eu l'impression qu'il essayait ainsi de justifier les débordements et les abus de violence par le fait que « *le policier perd patience alors qu'il essaie seulement d'accomplir la loi* », mais il se demande quand même « *comment ces personnes ont réussi à entrer dans la police.* »¹⁹⁴

Du côté de la société civile, Marcia et Emmerson s'accordent sur le fait que les soldats de l'UPP « *ne connaissent rien du programme, ils ne connaissent même rien des problèmes de la ville, car beaucoup de policiers viennent de l'intérieur de l'État et ne connaissent pas la réalité des favelas, des morros, de la pauvreté et de ce mécanisme à Rio de Janeiro.* » Marcia insiste aussi sur « *le potentiel qu'il y a sur les morros et que beaucoup de gens travaillent énormément.* »¹⁹⁵

Selon Simone, il faut, par conséquent, un médiateur entre la communauté et l'État. À l'*Instituto Tocando em Você* par exemple, « *les communautés et les membres des UPP se côtoient et la règle est de respecter l'autre.* »¹⁹⁶

L'objectif principal de l'UPP était avant tout la substitution des armes, mais en réalité, le trafic est descendu sur *l'asfalto*. Selon Marcia, « *les gens parlent du trafic et ont l'habitude de criminaliser la figure du trafiquant et de toutes les personnes autour de lui. Celui qui achète est dans une situation complexe pour une question de santé, mais celui qui alimente cette réalité est celui qui vend. Ceux qui habitent dans la zone sud dans leurs grands appartements, où seulement la classe AAA va habiter, eux ne vont jamais mourir, ce sont les personnes, ici, du morro, qui meurent.* » Il est donc facile, confirme Emmerson, « *de criminaliser les habitants et celui qui perd, c'est le*

¹⁹³ « Os Donos do Morro': Uma avaliação exploratoria do impacto das Unidades de Policia Pacificadora (UPP) no Rio de Janeiro » (Fórum Brasileiro de segurança pública, Mai 2012), 160.

¹⁹⁴ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 88.

¹⁹⁵ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 116.

¹⁹⁶ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 88.

*pauvre qui n'a pas accès à l'éducation ! Vous pouvez donc imaginer qu'il est très hypocrite de criminaliser ces personnes ! »*¹⁹⁷

La discrimination est un phénomène encore très présent dans la ville et ne se limite pas aux habitants des favelas. Marcia affirme qu'elle est discriminée, car elle a toujours habité dans la zone nord : « *Quand je suis avec un groupe de la zone sud, Ah vous habitez dans la zone nord... personne ne dit quoi que ce soit, car le niveau social n'est pas le même, mais la culture est plus importante que là où habite le fils à papa.* »¹⁹⁸

« Vivre dans la favela sans être *favelado*, donc trafiquant, complice, et ne pas être traité par l'État en tant que tel, est une autre revendication récurrente des habitants à chaque fois que, individuellement ou collectivement, ils parviennent à se faire entendre dans l'espace public. » Les habitants des favelas essaient ainsi de contrer leur image stéréotypée du trafiquant afin d'éviter la force disproportionnée de la police qui les considère comme n'importe quel bandit.¹⁹⁹

3.1.2. Au niveau urbain

Dans les favelas situées dans des zones riches avec vue sur la mer et accès au marché du travail, aux biens environnementaux et culturels, nous avons observé une augmentation de la circulation des personnes qui n'habitent pas dans la favela : des agents de l'État, des entrepreneurs, des chercheurs et même des touristes. Dans les plus grandes favelas comme *Vidigal* et *Rocinha*, les pressions immobilières résultant du processus de pacification ont fait en sorte que les habitants de bas revenus ont été substitués par des habitants plus riches, ce qui correspond au processus de gentrifications.²⁰⁰ Ceci est confirmé par Tomas : « *Quand une UPP arrive dans une communauté, ça va changer plusieurs choses, dont le prix de l'immobilier qui augmente.* »²⁰¹

¹⁹⁷ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 116.

¹⁹⁸ *Ibid.*, 115.

¹⁹⁹ Leite, « La favela et la ville », *op. cit.*, 10.

²⁰⁰ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 151.

²⁰¹ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 83.

En outre, le processus de déplacement et de mouvement des populations plus pauvres dans la ville de Rio s'insère dans une dynamique historique mais ce processus a été accéléré par l'attente des méga-événements.²⁰² La zone cible d'intervention pour le développement s'est tournée vers *Barra de Tijuca*, rencontrant les intérêts de groupes privilégiés servant ainsi d'excuse pour justifier la force, la violence et des méthodes illégales pour déplacer des familles pauvres de leurs communautés.²⁰³

Enfin, les grands événements sportifs s'inscrivent dans l'espace par un 'urbanisme de points de passage', processus caractérisé par des points de contrôle mis en place par les forces de sécurité publique et privée qui agissent en faveur des intérêts et des territoires privés. La FIFA exigeait ainsi une zone d'exclusion qui pouvait s'étendre sur un rayon de deux kilomètres autour du stade du Maracanã. Cette zone était considérée comme « territoire FIFA », appartenant à un événement et non plus à la ville. Cette situation s'est développée jusqu'à un point absurde avec la réalisation de la Coupe du Monde. Théoriquement, la zone d'exclusion pouvait s'étendre à deux kilomètres, mais dans les faits, elle s'est étendue sur la ville entière. Les stations de métro et de train comptaient des effectifs de police militaire dans les zones environnantes, les aéroports recevaient des couches extra de sécurité, et les rues d'accès à la zone du Maracanã étaient hautement protégées. La police militaire formait un bloc autour du Maracanã pour permettre ou non aux personnes de passer. Aux points de passage, les personnes possédant un billet pour les jeux étaient obligées de le montrer pour pouvoir passer la sécurité.²⁰⁴

3.1.3. *Au niveau sécuritaire*

La police militaire de Rio de Janeiro (PMERJ) n'est jamais passée par un processus de réforme institutionnelle au cours de l'histoire mais une évolution est constatée via la mise en place des UPP. Dans les zones hors influence olympique qui n'ont pas reçu d'UPP, le panorama de sécurité publique continuait comme avant, avec le contrôle des territoires sous le commandement des trafics organisés ou des milices.²⁰⁵ Aujourd'hui, avec Temer au pouvoir, la conception sécuritaire a repris le dessus.

²⁰² Gaffney, « Transforming Rio - for the benefit of whom? », *op. cit.*, 56.

²⁰³ *Ibid.*, 58.

²⁰⁴ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 159.

²⁰⁵ *Ibid.*, 33.

Nous pouvons ainsi remarquer que les grands investissements en sécurité publique n'ont pas été accompagnés par un investissement équivalent en entraînement ou pour un processus de démilitarisation. La tendance était de consolider un modèle de sécurité publique préexistant en donnant plus de capacité d'action, d'armement et de liberté d'agir pour garantir le contrôle de l'espace public et la réalisation des événements. Tout ceci dans un contexte où de grands territoires existent encore en dehors de contrôle de l'État.²⁰⁶

Par exemple, le *Complexo do Alemão* compte environ 150 000 habitants et était occupé par l'armée en décembre 2010. Le but était de faciliter la mise en place des UPP. Les plaintes pour violation ont commencé avec l'occupation militaire et ont augmenté avec la mise en place des UPP en avril 2012. En 2014 et 2015, les tirs étaient habituels avec un nombre grandissant de morts et de blessés. Ceci a aussi causé une augmentation du taux de confrontations entraînant un nombre important de victimes, l'interruption des cours à l'école et l'arrêt du téléphérique.²⁰⁷

Selon Tomas, la présence des UPP a eu comme effet « *une diminution de la violence de 80% même si c'est toujours loin d'être le pays des merveilles.* »²⁰⁸ Malgré la diminution du nombre d'homicides (Annexe 6), nous relevons une augmentation du nombre de disparus. Ceci peut s'expliquer par le fait que certains policiers recevaient une récompense du gouvernement s'ils arrivaient à diminuer leurs taux de létalité.²⁰⁹

Par ailleurs, Tomas affirme que « *les trafiquants de drogues n'ont pas tous été expulsés de la communauté. Ça a diminué par exemple de 300 hommes à 50. Les trafiquants utilisaient le trafic d'armes pour protéger leur communauté contre l'invasion d'une autre faction. Avec les UPP, cela ne se passe plus et quand une faction essaie d'envahir une communauté, celle-ci est rapidement remplie par des policiers et les factions locales n'ont rien à faire pour protéger leur morro.* »²¹⁰

²⁰⁶ *Ibid.*, 34.

²⁰⁷ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 112.

²⁰⁸ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 83.

²⁰⁹ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 116.

²¹⁰ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 84.

De plus, au vu des rapports tendus entre la police militaire et les habitants de certaines favelas, n'importe quelles interventions de police génèrent des difficultés. La corruption notoire de la PMERJ et l'extrême violence pratiquée par ses agents sont des caractéristiques qui s'imposent également au projet des UPP. Même si les UPP ont eu des effets positifs en diminuant le taux d'homicides et en permettant aux habitants de disposer du droit d'aller et de venir, il existe encore les vieux problèmes de corruption, le manque de transparence dans la gestion, le lien entre police militaire et trafic de drogues, les disparitions d'habitants et le manque de garantie d'accès aux droits de l'homme. Jusqu'à l'intervention des UPP, il n'y avait pas de dynamisme de marché immobilier dans la favela à cause du trafic qui ne permettait pas la circulation des capitaux ni la circulation des personnes qui n'étaient pas résidents.²¹¹

Cette réalité est racontée par Emmerson. Selon lui, « *la question importante avec l'arrivée de l'UPP était celle de la liberté d'aller et de venir. Les gens pouvaient entrer sur le morro car la sécurité était améliorée. Aussi, les fournisseurs qui n'avaient pas l'habitude de monter et offrir leurs services arrivent à présent à le faire.* » Il pense que la sécurité est réellement la chose la plus significative même s'il a accompagné d'autres endroits qui ont reçu la mise en place de ce programme avant *Salgueiro*, comme *Santa Marta* et *Cidade de Deus*, où la police faisait d'autres choses que son travail comme celui d'éducateur, d'assistants sociaux, d'infirmiers... « *Tout ça à cause de manque de supports et du manque d'autres services.* »²¹²

Jusqu'à la Coupe du Monde, seulement 39 favelas cariocas étaient pacifiées. L'installation des UPP a provoqué une modification significative dans la circulation des personnes, des touristes, des voitures, des motos, de l'argent, des images, des cultures et du matériel dans les favelas occupées. Quand nous observons les difficultés d'accès des favelas cariocas sur les *morros*, la mototaxi est un moyen de transport souvent utilisé par les habitants pour rejoindre leurs habitations ; mais dans le régime des trafiquants, la mototaxi était aussi utilisée comme élément de contrôle sur les *morros* et est devenue un symbole de pouvoir et de consommation. Dans la favela *Chapêu-Mangueiro* et *Babilônia*, par exemple, l'UPP a aussi commencé à exercer son contrôle sur les moyens de transport, surtout les mototaxis. Ces dernières doivent passer un processus de

²¹¹ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro, op. cit.*, 148-49.

²¹² Annexe 3, Entretien avec des habitants de la de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 115.

régularisation du service qui implique un coût extra et génère des conflits avec les nouveaux chefs du *morro*.²¹³

En outre, le contrat de responsabilité entre la ville de Rio et la FIFA incluait la construction de deux centres de commande et de contrôle, un à Brasilia et un à Rio de Janeiro, le *Comando Integrado de Comando e Control* (CICC). Une de ces principales fonctions était la surveillance du trafic en ville. Plus de 1000 caméras étaient connectées au CICC dans la région métropolitaine et dans la ville de Rio, et 40 caméras se sont ajoutées autour du Maracanã.²¹⁴ De plus, le Centre d'Opération de Rio de Janeiro (COR) est situé à 500 mètres du CICC et appartient à la préfecture de Rio de Janeiro. Fin 2011, il comptabilisait 600 caméras dans la ville. Il couvre les principales voies d'accès à la ville et la couverture se concentre sur la zone sud, le centre et les alentours du Maracanã.²¹⁵ À ce jour, le COR compte 800 caméras afin d'assurer la sécurité de la ville.²¹⁶

Autour du stade du Maracanã, mais aussi autour des autres stades de la Coupe du Monde, il était également possible d'observer d'innombrables types d'équipements, d'effectifs policiers, des escadrons tactiques, des hélicoptères, et une vaste collection d'armements et d'acteurs. Ceci permettait d'éliminer n'importe quelle menace. La police n'agissait pas pour garantir les droits de l'homme, mais pour la réalisation de bénéfices pour les entreprises propriétaires de l'événement privé. Ainsi, les fortes manifestations pendant les méga-événements sportifs étaient préoccupantes, car elles n'avaient pas la permission de circuler librement dans la ville. Au contraire, la police militaire avait interdit le droit d'aller et de venir à travers des blocs, la violence et l'installation d'un état de siège dans certaines zones de la ville. La répression policière pendant les manifestations de 2013 et 2014 a ainsi révélé l'état fragile du dialogue entre le pouvoir public et la population.²¹⁷

Enfin, concernant les autres favelas non pacifiées, Tomas affirme « *qu'elles sont précaires, que l'armement est précaire, que les munitions sont vieilles et que l'effectif est réduit. Les marginaux retournent dans les favelas et reprennent le contrôle.* » Pour lui, les policiers n'ont que deux options : « *continuer avec l'affrontement même si la*

²¹³ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, op. cit., 150.

²¹⁴ *Ibid.*, 153.

²¹⁵ *Ibid.*, 155.

²¹⁶ « CENTRODEOPERACOES.RIO .RIO », consulté le 28 mars 2017, <http://cor.rio/>.

²¹⁷ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, op. cit., 161.

*place de la police ne va pas changer, [...] les trafiquants vont continuer à vendre des armes, ou être corrompu [...] dans les UPP qui sont fragilisées. »*²¹⁸

3.2. Réorganisation esthétique et organisation touristique

Les méga-événements ont transformé la ville d'une manière très spécifique et instrumentale : nouveaux stades, nouveaux transports en commun, nouveau système de sécurité, nouveaux musées, nouveaux bureaux, nouvelles routes, nouveaux voisinages, nouveaux parcs, nouvelles écoles, nouvel asphalte... et la ville est plus polluée, inégale, violente et chère que jamais.²¹⁹ Cependant, « les méga-événements sont attrayants pour les villes, car ils stimulent la consommation locale et le tourisme tout en aidant les gouvernements locaux à redéfinir les projets prioritaires, à légitimer leur mise en œuvre et à obtenir du financement pour leur réalisation »²²⁰

Le tourisme dans les favelas date de 1992, « quand des délégués internationaux au Sommet des Nations Unies sur l'environnement auraient demandé à visiter *Rocinha*, réputée être, à l'époque, le plus grand bidonville d'Amérique latine. »²²¹ Les touristes montent à présent dans les favelas afin de profiter de vues imprenables sur toute la *cidade maravilhosa*. « Selon les agences de tourisme, les visites des favelas seraient devenues, en 2013, un attrait touristique incontournable et l'une des options touristiques les plus demandées à Rio, attirant près de 40 000 visiteurs chaque année »²²²

3.2.1. Impacts au niveau social

*« Quand il est question du tourisme, nous remarquons que les endroits où se concentre le tourisme se trouvent dans les favelas de la zone sud. Le nombre d'intéressés à connaître les favelas de la zone sud est plus élevé que ceux intéressés à connaître les favelas de la zone nord et ouest. »*²²³ Ces propos d'Emmerson montre que le tourisme a fortement marqué les intentions du gouvernement afin de choisir dans quelles zones les transformations urbaines allaient être nécessaires.

²¹⁸ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 81.

²¹⁹ Christopher Gaffney, « Sports, infrastructure, and inclusion/exclusion dynamics in mega-events », 1, consulté le 3 mai 2016, https://www.academia.edu/19282973/Sports_infrastructure_and_inclusion_exclusion_dynamics_in_mega-events.

²²⁰ Anne-Marie Broudehoux et Jean Legroux, « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro », *Téoros. Revue de recherche en tourisme* 32, n° 2 (15 décembre 2013): 3.

²²¹ *Ibid.*, 4.

²²² *Ibid.*, 5.

²²³ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 116.

Tout d'abord, il est essentiel de remarquer le cas des téléphériques construits dans certaines favelas grâce au financement du programme public PAC, ou *Morar Carioca*. Ces transformations ont également provoqué des expropriations là où les besoins fondamentaux étaient déjà ignorés, et les personnes expropriées ont été relocalisées à l'extérieur de la ville (voir *supra*).²²⁴ Nous reviendrons dans la partie suivante sur les impacts de la mise en place des téléphériques.

Ensuite, la vision que les habitants des favelas portent sur le tourisme varie d'une personne à l'autre. Pour certains, le tourisme est vu comme une source de revenus et pour d'autres, « il s'agit d'une occasion inespérée de 'déstigmatiser' l'image de violence de la favela, ainsi que de favoriser l'entrepreneuriat, le développement communautaire et la fierté civique. » Cependant, tous les résidents ne sont pas convaincus par cette initiative touristique. Certains se sentent « offensés par l'attitude des visiteurs qui entrent dans la favela comme dans un jardin zoologique et photographient ses résidents sans leurs consentements. » Des initiatives ont été trouvées par la communauté en proposant des visites organisées avec un guide local, ceci permettant de « contrôler le nombre de visiteurs, les lieux et les horaires en protégeant la population contre ce que plusieurs perçoivent comme une forme d'invasion. » La vie privée des habitants est alors préservée et ils évitent que « la contemplation de leur propre misère ne soit vendue comme une forme de divertissement. »²²⁵

Concernant les violations des droits de l'enfant et des adolescents, il est opportun d'analyser l'exploitation sexuelle et le travail des enfants, étant des phénomènes en hausse avec l'arrivée des méga-événements à Rio de Janeiro.²²⁶

Il est d'abord important de faire la différence entre la prostitution et l'exploitation sexuelle. Selon l'Alliance Globale contre le Trafic des Femmes, l'augmentation dans les campagnes pour combattre le trafic d'êtres humains ou l'exploitation sexuelle pendant les méga-événements cache un agenda aillant pour but la criminalisation de la prostitution. Au Brésil, la prostitution n'est pas un crime, mais une occupation reconnue par le Ministère du Travail depuis 2002.²²⁷ L'invisibilité de l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents résulte d'autres problèmes sociaux liés

²²⁴ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 9.

²²⁵ Broudehoux et Legroux, « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro », *op. cit.*, 6.

²²⁶ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 130.

²²⁷ *Ibid.*, 133.

à ces événements, comme la détérioration des conditions de vie due aux expulsions, aux opérations de ‘nettoyage’ des enfants et adolescents des rues, et au haut niveau de chômage des parents additionné à un manque d’accès aux écoles. Ensuite, dans la majorité des cas, les filles et les garçons qui sont victimes d’exploitation sexuelle ne sont pas vus comme des victimes. Troisièmement, l’exploitation sexuelle des enfants et adolescent est invisible, car elle arrive souvent à des enfants ou des adolescents qui sont socialement exclus et vulnérables, déjà marginalisés par la société.²²⁸

Ainsi, il existe un lien supposé entre les événements sportifs et l’augmentation de la prostitution ou du trafic d’êtres humains. Pendant la Coupe du Monde, tous les travailleurs voulaient augmenter leurs gains et la prostitution étant un travail reconnu, il en était de même dans ce secteur. Les problèmes liés au genre ne peuvent pas être laissés de côté. Les violations des droits des travailleurs sexuels révèlent que l’identité du genre et l’exposition du corps sexuel répondent au grand problème de harcèlement dont elles sont victimes. Durant le processus de ‘nettoyage’ des villes hôtes de la Coupe du Monde, les zones de prostitution ont été la cible des agents de l’État, des missionnaires et des militants qui essayaient d’entraver le travail sexuel et le tourisme qualifié de sexuel.²²⁹

L’observatoire pour la prostitution de l’Université fédérale de Rio de Janeiro est allé sur le terrain pour accompagner les actions des agents gouvernementaux et non gouvernementaux dans les zones de prostitution de la ville de Rio de Janeiro. Cependant, au vu des investissements énormes dans les matériaux de campagne, il y a eu une absence de dénonciation du trafic d’êtres humains et d’exploitation sexuelle alors que des violations avaient réellement lieu.²³⁰

Par ailleurs, le réseau ECPAT, coalition d’organisations de la société civile créée en 1997 qui travaille pour éliminer l’exploitation sexuelle des enfants et adolescents, se focalise sur quatre dimensions: prostitution, pornographie, trafic et tourisme à des fins d’exploitation sexuelle.²³¹ Ce réseau a permis la création de comités locaux étant l’instrument de mise en œuvre de la Politique de Protection Intégrale des droits de l’enfant et de l’adolescent. Ces comités ont mis en place un *Plantão Integrado*, un

²²⁸ *Ibid.*, 134.

²²⁹ *Ibid.*, 125.

²³⁰ *Ibid.*, 126-27.

²³¹ « Ecpat Brasil : Quem somos », consulté le 28 mars 2017, http://ecpatbrasil.org.br/?page_id=119.

Appel Intégré, afin de fournir des services aux enfants et aux adolescents pendant les grands événements. À Rio de Janeiro, il a été installé à Jacarepagua, loin du stade du Maracanã, ce qui rendait difficile l'accès des équipes mobiles, des enfants et des adolescents.²³²

Beaucoup d'enfants et d'adolescents sont allés travailler dans les lieux touristiques, sur le marché informel de la nourriture et des boissons. Pendant la Coupe du Monde, ils vendaient des marchandises de football (drapeau, t-shirts...), de la nourriture et des boissons dans les alentours des stades et dans les endroits où il y avait des touristes. Un autre aspect est le fait que le Conseil National de Justice a publié en 2013 une résolution autorisant les enfants et les adolescents à travailler pendant ces événements. Cette décision a été considérée comme un grand recul sur la législation qui était efficacement appliquée. En effet, la Constitution Fédérale Brésilienne interdit depuis 2004 le travail des mineurs.²³³

Les pratiques de la FIFA et de l'IOC étaient en contradiction avec les valeurs olympiques. Un événement sportif de cette envergure pouvait être considéré comme un succès si seulement il avait respecté les droits de l'homme et n'avait pas fait de mal à la population locale, incluant les enfants et les adolescents. C'est seulement à ce moment-là que le sport pourrait promouvoir les bonnes pratiques et les valeurs universelles.²³⁴

Enfin, la ville de Rio a mis en place en 2010 le programme Rio Top Tour qui avait pour but de développer les structures touristiques dans les favelas pacifiées. Le projet pilote a commencé à *Santa Marta*. Le président Lula da Silva avait personnellement inauguré le programme et ceci est une évidence de l'importance politique attachée au tourisme des favelas. C'est un outil pour le développement de la favela. Le Rio Top Tour a créé de l'emploi et sert l'objectif de réduire la pauvreté et de renforcer la participation socio-économique et socioculturelle de la population. La promotion du tourisme dans les favelas peut être interprétée comme un geste politique symbolique, car la pacification elle-même est devenue une attraction touristique. Le

²³² « Agenda de convergência Proteja Brasil. Promoção, proteção e defesa dos direitos de crianças e adolescentes em grandes eventos. », *op. cit.*, 40.

²³³ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 135.

²³⁴ *Ibid.*, 136.

tourisme de masse arrivant dans les favelas masque ainsi presque le grand nombre de favelas oubliées en périphérie, ainsi que les démolitions et les mesures d'expulsion.²³⁵

3.2.2. *Au niveau urbain*

Les tentatives de l'État de construire des téléphériques dans les favelas pacifiées sont cohérentes avec l'introduction de projets de mobilité associés au PAC I et PAC II. Ces interventions semblent combler les demandes perçues, mais non celles des résidents. La construction des téléphériques est clairement une tentative pour stimuler et contrôler certains types de flux et d'ouvrir des opportunités pour les grandes entreprises. Elles visent la diminution de la population résidente en même temps qu'ouvrir plus de place au commerce.²³⁶ Il sera question dans cette partie d'analyser les transformations urbaines dans certaines favelas de Rio de Janeiro.

3.2.2.1. *Complexo do Alemão*

C'est au *Complexo do Alemão*, « vaste complexe de 19 favelas situé dans la zone nord de Rio de Janeiro et comptant entre 80 000 et 120 000 habitants », que le premier téléphérique a été construit et inauguré en 2011. Celui-ci avait été financé par le PAC I et n'a jamais atteint « ses objectifs de fréquentation de 30 000 passagers par jour, transportant en moyenne moins d'un quart de cet objectif initial. » Ce nouveau moyen de transport sert en grande majorité aux touristes plutôt qu'à la population locale, notamment à cause du « manque d'accessibilité au sein des communautés desservies en raison de la localisation des stations au sommet des collines. » Les résidents se voient donc obliger de grimper « des centaines de marches pour arriver à une station. »²³⁷

Plusieurs personnes s'inquiètent également de la sécurité des téléphériques, étant donné que « le système doit s'arrêter par mesure de sécurité » lorsqu'il y a du vent. Les résidents continuent donc « à utiliser les mototaxis ou les vans privés pour leurs déplacements, ces derniers apparaissant plus adaptés au transport de courses, de poussettes ou d'autres objets plus encombrants. »²³⁸

²³⁵ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 141.

²³⁶ Garcia Castro, et al., *Rio de Janeiro*, *op. cit.*, 151.

²³⁷ Broudehoux et Legroux, « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro », *op. cit.*, 7.

²³⁸ *Ibid.*

Du fait du manque de consultation de la population, le projet n'a pas fait l'unanimité chez les habitants. Les négociations se sont faites au travers des associations de résidents qui selon certains habitants, « ne représentent pas nécessairement les intérêts de la communauté, mais qui seraient devenues des bras de l'État dans la favela. »²³⁹

Enfin, « le téléphérique est également critiqué, car il promeut une approche plus autonome du tourisme dans les favelas en permettant aux touristes de visiter la favela du haut des airs, sans jamais avoir à y poser le pied. » Ainsi, le commerce local n'est pas valorisé et la dimension voyeurisme du tourisme est renforcée, contrairement à ce qu'affirme l'État de Rio de Janeiro qui pense que ce téléphérique « est devenu une référence touristique et logistique de la ville, contribuant à l'insertion et à la transformation sociale. »²⁴⁰

3.2.2.2. *Morro da Providência*

Le *Morro da Providência* a subi des transformations urbaines notamment pour l'embellissement de la zone portuaire, la ville de Rio de Janeiro justifiant les expulsions par un intérêt environnemental. Ce qui a retenu l'attention c'est l'absence de rapports confirmant le risque environnemental. Les résidents ont ainsi revendiqué que derrière ces expulsions, il y avait de réels intérêts étatiques et privés.²⁴¹

Cette communauté est l'une des plus anciennes du Brésil. Elle a connu l'installation d'un téléphérique en 2014 pendant la Coupe du Monde. Ce dernier a également été financé par le programme *Morar Carioca* « dans le cadre de la transformation de la ville pour l'accueil des méga-événements. »²⁴²

Ce second téléphérique a été placé à cet endroit en vue de « l'importance visuelle et symbolique du site, sur une colline surplombant le vieux port de Rio, et de son potentiel de développement touristique. » L'objectif des autorités publiques était d'en finir avec l'image négative de cette favela et de la transformer « en attraction touristique, avec la création à son sommet d'un musée à ciel ouvert et la construction

²³⁹ *Ibid.*, 8.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 32.

²⁴² Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 7.

d'infrastructures touristiques permettant aux visiteurs de profiter de vues imprenables sur la ville et la zone portuaire. »²⁴³

Enfin, comme pour le *Morro do Alemão*, la mairie de Rio de Janeiro a affirmé que « l'inauguration de ce moyen de transport améliorerait la qualité de vie des habitants qui ont actuellement des difficultés à gravir la colline jusqu'à leur maison. »²⁴⁴ Cependant, les mêmes remarques que pour le téléphérique du *Morro do Alemão* peuvent être faites, car ce moyen de transport sert principalement aux touristes.

3.2.2.3. *Rocinha*

« Un troisième projet de téléphérique amorcé en 2013 à Rio de Janeiro est situé à *Rocinha*, longtemps réputée être la plus grande favela du Brésil. » Ce projet était prévu par le PAC II, car elle est une des favelas les plus visitées de Rio de Janeiro. Cependant, il y avait d'autres priorités pour les habitants que la construction d'un téléphérique, comme l'amélioration de leurs conditions de vie avec la mise en place d'installations sanitaires.²⁴⁵

Alors que la décision que « 50% des investissements du PAC II seraient destinés à la construction d'un téléphérique », les habitants sont descendus manifester dans les rues pour dénoncer ce projet uniquement « destiné à servir les besoins touristiques et de construction d'image de la ville, à l'approche des méga-événements de 2014 et de 2016. »²⁴⁶ En effet, les transformations dans cette favela de la zone sud étaient estimées « à 700 millions de réais, représentant à lui seul plus de 40 % du budget total de la deuxième phase du PAC. »²⁴⁷

Finalement, quatre ans après l'annonce de la construction du téléphérique, la communauté exige toujours que ces fonds soient destinés à des priorités plus urgentes, telles que l'installation d'infrastructures sanitaires basiques. À l'heure actuelle, nous ne savons toujours pas si un accord sera conclu mais l'organisation *Rocinha Sem Fronteiras* continue sa campagne d'opposition au téléphérique pour favoriser

²⁴³ Broudehous et Legroux, « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro », *op. cit.*, 9.

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ *Ibid.*, 10.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Chetry et Legroux, « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements », *op. cit.*, 7.

l'installation de bus de nuit, des crèches publiques et d'école pour les habitants de *Rocinha*, entre autres.²⁴⁸

3.2.2.4. *Santa Marta*

Au départ, 50 maisons avaient été marquées pour être détruites, car elles étaient situées dans des zones dangereuses selon la préfecture de Rio de Janeiro, puis le chiffre est monté à 150. Depuis la création des UPP, la communauté de *Santa Marta* a été sujette à des programmes pour le tourisme, comme le Rio Top Tour, pris en charge par le Ministère du Tourisme. En juin 2015, dans une rapide opération expulsant des familles de plusieurs communautés, cinq familles ont également été expulsées de *Santa Marta* par le Bureau Municipal de l'Ordre Public (SEOP) sous le prétexte qu'ils vivaient dans des zones dangereuses. La notification de ces expulsions avait été donnée seulement un mois avant et aucun rapport n'avait été présenté.²⁴⁹

C'est aussi dans cette favela qu'est apparu le projet '*Favela Painting*', représentant un bon exemple de réorganisation esthétique. Les façades de la favela ont été repeintes depuis la place centrale jusqu'à l'entrée. Des habitants de la favela ont ainsi été engagés pour peindre les façades, en suivant les plans des artistes allemands Jeroen Koolhaas et Dre Urhahn. Le résultat final est un exemple brillant de couleurs.²⁵⁰

3.2.2.5. *Vidigal*

Vidigal est situé dans la zone la plus chère de toute la ville, entre les districts de *Leblon* et de *São Conrado*. Depuis l'installation de l'UPP en 2012, nous constatons de nombreux changements, avec une augmentation du nombre de touristes et d'entrepreneurs cherchant des opportunités dans la favela la plus touristique de la ville, ayant une vue incroyable. Les maisons de la communauté ont été menacées de démolition suite à un rapport d'évaluation des risques, mais l'information n'était pas précise. Fin 2012, certaines maisons ont été marquées pour démolition, mais selon les résidents, il y avait des intérêts dans la construction d'une route touristique associée à une entreprise hôtelière. Selon l'association des résidents de *Vidigal*, seulement 7

²⁴⁸ « Rocinha Sem Fronteiras demanda obras de saneamento urgentes | Combate Racismo Ambiental », consulté le 30 mars 2017, <http://racismoambiental.net.br/2016/09/22/rocinha-sem-fronteiras-demanda-obras-de-saneamento-urgentes/>.

²⁴⁹ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 33.

²⁵⁰ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 139.

maisons avaient besoin d'être détruites. Les résidents ont donc demandé d'avoir accès au rapport original, mais la préfecture ne leur a jamais donné.²⁵¹

Marcia, ayant vécu à *Vidigal* pendant un mois, raconte que c'est une favela touristique et que « *dans n'importe quelle partie vous rencontrez des Anglais, des Français, des Américains qui achètent.* » Elle affirme aussi que « *Vidigal n'est pas la paix que tout le monde pense.* »²⁵²

Enfin, *Vidigal* reste une des favelas les plus visitées de Rio de Janeiro, grâce à la vue exceptionnelle qu'elle offre. « L'arrivée en janvier 2012 de l'UPP a fait sauter l'ultime barrière [au tourisme]. *Vidigal* est ainsi devenue une favela accessible et convoitée par les *gringos*²⁵³. » Nombreux sont les entrepreneurs s'étant installés sur ce *morro*, en offrant aux touristes des restaurants, des bars, et des magasins à hauteur de leurs espérances et de leurs portefeuilles.²⁵⁴

Chapitre 4 : Etude de cas : *favela do Salgueiro*

Après avoir analysé les différents impacts de l'arrivée des méga-événements et de la mise en place des politiques de pacification à Rio de Janeiro, il est à présent temps de se focaliser un instant sur la *favela do Salgueiro*, dans laquelle nous avons pu récolter des informations concrètes sur le ressenti des habitants. *Salgueiro* est une communauté située sur un petit *morro*, dans le quartier de *Tijuca*, où les relations familiales sont très fortes et où les personnes se connaissent et se protègent les unes des autres, contrairement à d'autres *morros*.²⁵⁵ Cette communauté a une histoire de négritude et d'esclavagisme donc le *morro* s'est configuré d'une manière particulière. En effet, il y a des préjugés entre les favelas, entre des personnes qui vivent dans une favela de la zone sud et celles qui vivent dans une favela de la zone nord.²⁵⁶

²⁵¹ Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro, « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », *op. cit.*, 34.

²⁵² Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 118.

²⁵³ En français, « les étrangers »

²⁵⁴ http://www.lemonde.fr/jeux-olympiques-rio-2016/article/2016/08/18/jo-2016-vidigal-la-favela-chic-de-rio_4984500_4910444.html, consulté le 3 avril 2017

²⁵⁵ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 114.

²⁵⁶ *Ibid.*, 117.

Avant la mise en place de l'UPP en septembre 2010 à *Salgueiro*, la population n'a pas été consultée. Laucy Mattos da Silva, résidente depuis 73 ans, affirme qu'« *ils n'ont rien demandé* » mais qu'elle n'a « *rien à dire concernant les changements que l'UPP a apportés* », parce que pour elle « *c'est la même chose.* » Personne n'a de problèmes avec elle et elle n'a de problèmes avec personne. Elle ne se sent pas plus en sécurité avec l'arrivée de l'UPP.²⁵⁷ C'est également ce que pense Ana Maria, 63 ans, en affirmant que « *l'arrivée de l'UPP n'a rien changé à part le fait qu'[elle] peut depuis lors monter à l'église avec [sa] petite fille sans qu'[elles] ne voient des gens avec des grands fusils.* »²⁵⁸

Lida, 66 ans, n'a pas non plus été consultée avant la mise en place de l'UPP, mais pour elle, « *la communauté a changé depuis leur arrivée.* » Elle est née là et elle a « *beaucoup de collègues qui sont morts et [elle] était triste. Avec l'UPP, ça a bien diminué. L'UPP arrivait à [sa] porte, [elle] n'a aucun problème avec eux, bonjour, bonsoir, très bien. Merci à dieu, [elle] n'a jamais eu de problème avec eux. Mais pour [elle], la communauté s'est améliorée.* » Elle se sent donc plus en sécurité depuis qu'ils sont là.²⁵⁹

Selon Isabela, 37 ans, la population des communautés est encore très nécessiteuse au niveau de l'argent, mais aussi au niveau des équipements publics. Pour elle, « *l'arrivée de l'UPP n'a fait qu'empirer la situation parce que les résidents ne voient plus leurs collègues, amis, mourir, mais c'est pire, car l'UPP suit uniquement des ordres, elle n'est pas là pour faire du travail social. Elle n'entre pas pour occuper les enfants qui entrent dans le trafic et sans un programme de santé, sans programme social, elle n'entre avec rien pour substituer le destin des jeunes donc ça a empiré. Avant, tout le monde savait que le trafic existait, si quelqu'un voulait acheter quelque chose, il montait pour acheter, tout ça en paix. Donc ils ont expulsé les trafiquants, mais eux qu'est-ce qu'ils font ? Ils descendent dans la rue pour voler. L'insécurité a ainsi augmenté dans la rue, car là en bas, personne ne va venir pour acheter de la drogue...* » Elle affirme ensuite que *Salgueiro* est un *morro* très tranquille en relation aux autres communautés de Rio de Janeiro. Il y a toujours eu des morts, mais ceux qui mourraient étaient les personnes impliquées dans le trafic. De son point de vue, l'UPP a

²⁵⁷ *Ibid.*, 97.

²⁵⁸ *Ibid.*, 99.

²⁵⁹ *Ibid.*, 102.

empiré les choses « *parce que maintenant vous ne pouvez plus marcher dans la rue sans vous faire attaquer.* »²⁶⁰

En effet, selon Marcia : « *Maintenant, vous n'avez plus besoin de monter sur le morro, vous achetez dans la rue. Achète celui qui veut, fume celui qui veut ! Il y a aussi des enfants qui fument de la marihuana pour pouvoir vivre.* »²⁶¹

Afin d'améliorer les choses, Isabela dit qu'il n'y a rien à faire pour le moment, car « *rien ne fonctionnera à part un projet à long terme, mais ça n'existe pas encore.* » Cette dernière explique qu'en tant que professeure dans une école publique, elle fait « *face à la guerre entre factions à l'intérieur de l'école et celle-ci ressemble à une prison. Les enfants amènent la violence de la communauté à l'école, car ils vivent sur deux morros différents contrôlés par deux factions différentes donc ils pensent qu'ils doivent défendre leur faction. Ce ne sont pas des bandits, ce ne sont pas des trafiquants, ce sont des étudiants qui combattent, car ils vivent sur un morro x qui a une faction différente d'une autre communauté. Ils amènent la guerre à l'école, mais il n'y a pas de drogues à l'intérieur de l'école, ils respectent au moins ça, mais ils amènent des armes. Et malheureusement, 70% des élèves finissent par devenir des trafiquants.* »²⁶²

Concernant l'arrivée des méga-événements, Lida pense que c'est une bonne chose, mais que ça n'a rien changé pour les communautés. Les habitants voulaient emmener les enfants voir les matchs, mais il leur était difficile d'arriver jusque-là.²⁶³ Cependant, Emmerson affirme que « *quand il y a eu la Coupe du Monde 2014 [ils] ont réussi à avoir un apport majeur de touristes à la boulangerie, [ils] ont reçu des journalistes, des Allemands, des Portugais, des Italiens, des Français... Quand ça a été les Jeux olympiques, il y a une diminution, mais ça a été noté aussi dans d'autres endroits. [Ils] ont reçu des gens uniquement pendant la Coupe du Monde. En relation au commerce [ils] ont ainsi vu une différence pendant la Coupe du Monde, mais ça ne s'est pas répété pour les Jeux olympiques.* »²⁶⁴

²⁶⁰ *Ibid.*, 104.

²⁶¹ *Ibid.*, 116.

²⁶² *Ibid.*, 176.

²⁶³ *Ibid.*, 103.

²⁶⁴ *Ibid.*, 115.

Pour ce qui est de la participation politique des habitants, l'ONU a publié un rapport spécifiant que les personnes locales doivent intervenir dans les décisions étant donné qu'elles sont les premières affectées, mais cette considération n'a pas eu l'air d'être prise en compte par les autorités publiques.²⁶⁵ En effet, nous constatons que l'association des habitants est la seule participation politique à laquelle les habitants pouvaient participer.²⁶⁶ Selon Ana Maria, « *il n'y a pas de participation politique à part le fait que de temps en temps les politiques montent dans la communauté pour demander des votes. Ils font un barbecue et offrent de la bière aux habitants pour qu'en retour ils votent pour eux. Ils pensent que les gens s'échangent contre un verre de bière, un morceau de viande, mais ce n'est pas vrai.* »²⁶⁷

Cependant, concernant ces élections, Emmerson a quant à lui participé au processus électoral. Il a aidé « *la commission à organiser les élections et cette commission a eu l'aide de la FAFERG (Fédération des Associations des Favelas de l'État de Rio de Janeiro). [Ils] ont réellement pu organiser cette élection, car le morro est resté pendant longtemps sans représentant légal. À travers ce processus [ils] ont pu appeler les gens et lui donner de la légitimité.* »²⁶⁸

Un autre exemple donné par Emmerson est le fait qu'en 2013-2014, « *le morro do Salgueiro a participé à un collégial de favelas pour demander à l'État de Rio de Janeiro et au gouvernement fédéral de mettre en place des travaux qui pourraient être exécutés à travers le PAC II. [Ils] ont réussi à réaliser diverses interactions avec le gouvernement et l'État, et [ils] ont réussi à accompagner ce processus ensemble avec d'autres favelas de Grande Tijuca, Formiga et Borel. Ces trois favelas ont été envisagées dans le PAC II, seulement ce projet n'est pas sorti du papier. [Ils] sont arrivés jusqu'au jour où il a été approvisionné via le gouvernement fédéral par la banque fédérale, mais pour des questions de bureaucratie et des questions de récession, le projet a été abandonné.* »²⁶⁹

²⁶⁵ Rolnik, « Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context », *op. cit.*, 12.

²⁶⁶ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 108.

²⁶⁷ *Ibid.*, 105.

²⁶⁸ *Ibid.*, 114.

²⁶⁹ *Ibid.*

Ce projet a laissé les habitants de la communauté avec beaucoup d'attentes « *parce que le projet travaillait sur l'infrastructure basique et sur la mise en place de crèche communautaire pour les enfants. Et plus qu'une infrastructure basique, améliorer les rues, les accès, mais le plus important était les installations sanitaires basiques, la question de la distribution de l'eau. L'espoir était d'en finir avec le système actuel, mais [ils] savent que cette question et d'autres resteront hors du débat à cause de la récession.* »²⁷⁰

De plus, lors du séjour à Rio de Janeiro, c'était la période des élections pour la préfecture de la ville opposant Marcelo Crivella, prêtre de l'Eglise Universelle de Dieu et grand vainqueur de ces élections, à Marcelo Freixo, faisant partie de la Commission d'enquête sur les milices. Selon Ana Maria, « *les politiques ne pensent pas au peuple, ils ne pensent qu'à leur poche, ils ne veulent pas augmenter le salaire minimum, mais eux peuvent gagner 80 milles. [Elle] n'a jamais vu personne se préoccuper pour la classe pauvre.* »²⁷¹ Marcelo Crivella n'est jamais monté dans la communauté, car selon Isabela, « *il prend soin du peuple, mais de son peuple qui est celui de la zone sud de Rio, pas du peuple favelado, à la marge de la société comme ils disent, le peuple qui n'a pas accès à l'eau parce que le morro a seulement une 'caisse d'eau' et si elle est mauvaise, toute la communauté entière termine sans eau.* »²⁷²

Emmerson, lui, « *croit en une chose basique qu'il ne faut pas mélanger politique et religion, l'État doit être laïque. Ce qu'[il] a vu c'est un mélange qu'[il] n'avait jamais vu auparavant. À Irajá, où [il] habitait avant, [il] a vu l'Eglise Universelle qui est de Crivella, où les jeunes sortaient dans les rues pour évangéliser soi-disant alors qu'en réalité, ils faisaient campagne pour lui. Ces jeunes devraient être dans d'autres endroits, à l'école, à la faculté, à des réunions des associations des habitants, dans n'importe quelles organisations, mais pas dans une église. [Il] pense que ce genre de chose est très dangereux.* »²⁷³

La FAFERG a amené sur la table 6 recommandations pour la gestion des communautés et les a portés aux candidats, mais « *le seul candidat à s'être intéressé à la FAFERG était Freixo, qui a perdu les élections. Crivella quant à lui a conclu que 6*

²⁷⁰ Ibid.

²⁷¹ Ibid., 100.

²⁷² Ibid., 106.

²⁷³ Ibid., 116.

*réponses pour une favela ne servaient à rien, car le problème des favelas est beaucoup plus complexe. »*²⁷⁴

Enfin, Simone explique qu'elle a « *développé beaucoup de projets sociaux dans la communauté de Salgueiro. [Elle] pense que, concernant l'UPP, des choses peuvent être faites, l'État peut entrer avec une force policière qui joue un rôle de médiation, de présence de l'État, d'amener des ONG et principalement des institutions publiques. L'arrivée de l'UPP a changé la logique que rien ne pouvait changer. L'UPP a besoin de plus d'interactions avec les mouvements sociaux. Le gouvernement a trop souvent pensé que l'UPP pourrait tout changer par elle-même. Le problème de l'UPP c'est qu'elle n'arrive pas à créer des partenariats avec les mouvements sociaux.* »²⁷⁵ Ainsi, même si l'UPP donne l'impression d'être proche des communautés, il y a vraisemblablement un manque de communication et un manque de partenariat avec les associations locales.

Chapitre 5 : Nouvelle approche avec l'arrivée des UPP

Durant les 30 dernières années, la ville de Rio de Janeiro a été le théâtre d'importants conflits territoriaux avec les trafics de drogue et les milices, beaucoup de favelas étant effectivement occupées et gouvernées par les trafiquants de drogues. Le programme des UPP, en réponse, visait à réoccuper des favelas spécifiques en utilisant les unités d'élite de la police, expulsant les trafiquants de drogues de la favela et éradiquant les cachettes d'armes et de drogues.²⁷⁶

Avant l'arrivée de l'UPP, le modèle de la politique de sécurité carioca était un usage de la force démesuré. En effet, « pour un policier mort dans l'exercice de ses fonctions, il y avait dix personnes exécutées par les policiers (Annexe 7). » Il y avait en plus une différence entre les quartiers de la ville avec des interventions plus létales dans les zones les plus démunies, avec des intentions claires de tuer.²⁷⁷ Si nous regardons le

²⁷⁴ *Ibid.*, 117.

²⁷⁵ Annexe 2, Entretien avec Simone Colucci, 6 octobre 2016, 95.

²⁷⁶ Frischtak et Mandel, « Crime, House Prices, and Inequality: The Effect of UPP in Rio », *op. cit.*, 2.

²⁷⁷ Leite, « La favela et la ville », *op. cit.*, 4.

profil des victimes, les statistiques montrent que les plus touchées par des homicides volontaires sont des hommes de couleurs entre 18 et 29 ans.²⁷⁸

L'approche utilisée par l'UPP a profondément changé l'action de la police à l'intérieur de la communauté. Ils sont présentés par le Département de la sécurité publique de Rio comme un « nouveau modèle de sécurité publique qui tend à amener la police et la population à être plus proche ensemble, ainsi qu'à renforcer les politiques sociales à l'intérieur des communautés. » Le but était et est toujours de construire une relation nouvelle et positive avec les favelas, en même temps que de réclamer le contrôle étatique et d'expulser les chefs des factions de drogues de ces zones.²⁷⁹ L'approche est innovante par le fait qu'il y a une distinction claire dans la perception de la police entre les communautés avec et sans intervention. Nous passons d'une police qui utilise la violence et la menace à une police communautaire qui est là pour maintenir la paix dans la favela, mais des tensions subsistent entre les deux approches.²⁸⁰

En 2007, un nouveau et réformiste gouvernement d'État prend le pouvoir, planifiant d'augmenter la sécurité et de diminuer le niveau de violence dans ses priorités. La sélection du Brésil comme pays hôte de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques est la cause première des réformes. Le but était de lutter contre les trafiquants de drogues et contre la corruption de la police, ainsi que de mettre en place une police plus permanente et performante pour la sécurité des favelas. Le nouveau corps de police a été construit sur base du concept d'occupation territoriale par les forces étatiques et l'installation d'une grande et permanente présence d'une nouvelle force de police entraînée et composée de jeunes officiers, normalement non tenus par la corruption. Le programme des UPP, initié en décembre 2008, est considéré comme un nouveau paradigme dans les actions de police contre l'empiètement des trafiquants de drogues dans les communautés.²⁸¹

²⁷⁸ <https://public.tableau.com/profile/instituto.de.seguran.a.p.blica.isp#!/vizhome/LetalidadeViolenta/Resumo>, consulté le 2 juin 2017.

²⁷⁹ Sandra Josvchelovitch et Jaqueline Priego-Hernández, « Underground Sociabilities: identity, culture and resistance in Rio de Janeiro's favelas » (Brasília: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 2013), 46.

²⁸⁰ *Ibid.*, 110.

²⁸¹ Frischtak et Mandel, « Crime, House Prices, and Inequality: The Effect of UPP in Rio », *op. cit.*, 7.

Le processus de pacification se passe, théoriquement, en 4 étapes distinctes. Premièrement, le nom de la communauté ou de l'ensemble des communautés à être occupées est annoncé par la police au moins 6 mois à l'avance, même si la date spécifique n'est pas donnée. Ensuite, une série d'annonces indiquant l'imminence de l'occupation arrive, incluant une annonce que cela va arriver dans les prochaines une ou deux semaines. Entre 4 et 7 jours avant l'occupation, la date spécifique est publiée et la police commence à encercler la favela. Par après, la police militaire et civile lourdement armée, dirigée par des forces d'élite, envahit la favela dans les premières heures du jour et expulse les trafiquants de drogues dans le voisinage. Dans les jours qui suivent, ils balayent systématiquement la zone pour la 'nettoyer' des criminels restants et ils mettent en place un poste temporaire. Finalement, le poste physique permanent est installé et le contrôle est géré par le nouveau bataillon d'UPP.²⁸²

Par ailleurs, l'UPP gère professionnellement son image dans les médias en s'occupant de son propre bureau de presse, comme leur site internet qui donne des informations sur le développement de leurs actions.²⁸³ Les officiers sont aussi formés en relations publiques. Dans les médias, les UPP sont donc représentées comme proches des communautés, mais la pacification des favelas est évidemment une réponse à la représentation du problème des favelas dans les médias internationaux. Le programme UPP est une partie intégrante de la stratégie de l'État, faisant partie d'une campagne avec laquelle la ville hôte essaie de démontrer sa capacité à assurer la sécurité afin d'améliorer son image de sécurité. Les pacifications ont ainsi créé des conditions préalables pour un changement de l'image globale de la favela. Le programme peut être vu comme la première étape de transformation des favelas en influençant la signification et l'interprétation afin de rendre possible l'intégration des favelas dans l'image de la *cidade maravilhosa*.²⁸⁴

Aujourd'hui, toutes les UPP fondées continuent d'exister. Dans une UPP, « *les effectifs sont de 30 par jours dans une communauté* » et selon Tomas, « *cela n'est définitivement pas assez, car cela ne défend rien dans une communauté qui est un monde sauvage avec des hommes armés.* »²⁸⁵ La plus grande peur de Tomas est ainsi de « *voir ses collègues tomber dans une guerre où [...] l'État devrait [les] aider* » mais

²⁸² *Ibid.*, 8.

²⁸³ « UPP - Unidade de Polícia Pacificadora », consulté le 28 mars 2017, <http://www.upprj.com/>.

²⁸⁴ Steinbrink, « Festifavelisation », *op. cit.*, 137.

²⁸⁵ Annexe 1, Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016, 82.

rien n'est fait pour assurer les conditions. La constitution, selon lui, n'est pas non plus en leur faveur. « *Si un marginal tue, il va aller en prison pour peu de temps. Si un policier tue en étant en exercice de ses fonctions, il répond face au tribunal pénal militaire et face à la constitution. Son droit d'aller et de venir va ainsi être paralysé. Pour être un fonctionnaire public, la peine sera plus lourde.* »²⁸⁶ Ces propos sont bien étendu un point de vue subjectif.

Selon Marcia, le but premier de l'UPP était d'interdire le trafic d'armes, « *non pas de drogues, mais d'armes, et pour amener les infrastructures dans la communauté.* » Celui qui les a créés, c'est le Colonel Robson, un anthropologue et sociologue, qui voulait une formation spécifique des policiers de l'UPP. Cependant, « *ils n'ont pas créé cet endroit de formation pour les professionnels donc ce sont des professionnels mal préparés.* »²⁸⁷

Enfin, les UPP représentent un véritable changement dans les relations entre les habitants des favelas et la police, sans oublier les difficultés dans leur relation tout au long de l'histoire. Elles introduisent un nouveau cadre pour comprendre les communautés et pour changer la culture interne de cette institution. De nouveaux recrutements et dialogues construisent ainsi de nouvelles représentations et des canaux de communication, qui ont grandement contribué à étendre le sentiment de sécurité dans les communautés. Il y a ainsi une vraie différence dans les communautés avec et sans UPP.²⁸⁸

²⁸⁶ *Ibid*, 105.

²⁸⁷ Annexe 3, Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016, 115.

²⁸⁸ Jovchelovitch et Priego-Hernández, « Underground Sociabilities: identity, culture and resistance in Rio de Janeiro's favelas », *op. cit.*, 199.

Conclusion

Afin de répondre à la question de départ portant sur les impacts de l'arrivée de l'Unité de Police Pacificatrice (UPP), prévue par les politiques de pacification, sur les problèmes de disparité sociale, il est essentiel de reprendre les grands points de ce travail.

Premièrement, il a été démontré que concernant les politiques publiques prises à l'encontre des favelas, ces dernières ont été nombreuses depuis la période militaire jusqu'à nos jours. La mise en place des UPP, prévue dans les processus de pacification, a donc eu un impact considérable sur l'adoption du programme *Minha Casa Minha Vida*, qui a replacé des centaines de familles en périphérie de la ville, créant ainsi des processus de gentrifications.

Deuxièmement, pour reprendre les termes de Malte Steinbrinck, les méthodes 'd'invisibilisation' ont été multiples. Les démolitions et les expulsions ont donné lieu à des violations énormes des droits de l'homme, et notamment de leur droit au logement, résultant le plus souvent d'expropriations forcées. Les divers réaménagements urbains ont également joué un rôle, étant donné que cela a entraîné une augmentation des prix des transports publics, impossible à payer selon les habitants des communautés, qui se sont vus contraints de ne pas pouvoir se déplacer pendant les Jeux olympiques, ni même d'aller les voir. De plus, la construction de murs a également joué un rôle important pour finalement écarter les populations pauvres de la visibilité de la ville, et pour que les médias puissent, à leur tour, entrer dans le modèle de la *cidade maravilhosa*.

Troisièmement, concernant la transformation des communautés en elles-mêmes, nous avons remarqué que les processus de préparation à la pacification englobaient le déploiement de polices spéciales avant la mise en place permanente d'un bureau de l'UPP, ce dernier ayant pour but de consolider la paix nouvellement acquise dans les favelas. Cependant, le choix des favelas à pacifier n'a pas été fait de manière objective, étant donné que ce sont celles localisées près des lieux touristiques et en rapport avec les méga-événements qui ont été 'pacifiées' en premier lieu. En effet, la nouvelle paix dans certaines communautés a amené de nouveaux investisseurs dans ces dernières, obligeant la population locale à se déplacer et donnant lieu à des processus de gentrifications.

Concernant la réorganisation esthétique et l'organisation touristique, celles-ci ont pris une ampleur plus importante avec l'arrivée de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques. C'est avec beaucoup d'appréhension que les habitants des communautés ont notamment accueilli les téléphériques nouvellement construits, alors que des besoins plus urgents en terme humain étaient nécessaires. C'est pourquoi des organisations locales continuent de lutter contre les investissements qui ne servent qu'au tourisme afin d'instaurer des besoins basics, telles que des infrastructures sanitaires, dans les communautés de Rio de Janeiro.

Le cas pratique de la *favela do Salgueiro* nous a appris que les phases théoriques de la mise en place des processus de pacification n'ont pas nécessairement été respectées dans tous les cas. En effet, les habitants affirment qu'ils n'ont reçu aucune notification de la part de la ville avant l'installation de l'UPP dans leur communauté. De plus, les avis quant à leur présence sont mitigés, avec d'un côté un sentiment de sécurité qui s'est installé, et de l'autre, une situation pire qu'auparavant à cause des trafiquants de drogue postés, à présent, dans d'autres parties de la ville.

L'arrivée des UPP a bel et bien été un renouveau dans l'organisation de la sécurité à Rio de Janeiro. Elles se veulent proches des communautés, mais doivent également faire respecter la loi. Ce qui leur manque serait un investissement plus grand dans les partenariats avec les autres acteurs locaux, tels que les ONG locales, avec lesquelles des projets plus grands pourraient se mettre en place. Par exemple, AfroReggae et CUFA sont notamment des exemples de nouveaux acteurs sociaux utilisant la culture, l'art et les technologies de communication afin de se faire connaître sur la sphère publique.

Pour répondre à notre question de départ qui est de savoir si la mise en place des politiques de pacification des favelas a eu un impact sur les problèmes de disparité sociale, nous répondons de manière affirmative. Suite à notre analyse, nous pouvons conclure que les processus de gentrifications ont été et sont toujours au cœur de la problématique urbaine à Rio de Janeiro, modifiant par la même occasion les relations sociales. Ces processus font en sorte que les habitants de la ville n'ont pas ou plus accès aux services collectifs et que beaucoup de familles se retrouvent exclues de la ville et placées en périphérie, ceci afin de satisfaire les intérêts des touristes, des politiques et des entreprises.

Toutes les politiques prises par le gouvernement carioca depuis des dizaines d'années ont toujours eu des impacts sur la problématique urbaine qu'est la gestion des favelas. L'arrivée des méga-événements, comme nous l'avons analysé, n'a fait qu'accélérer les processus de gentrifications en dispersant des communautés entières et sans respecter le droit au logement ainsi que les droits de l'homme des habitants. De nombreux exemples ont ainsi été cités mais nous mettons l'accent sur l'arrivée des Unités de Police Pacificatrice dans certaines favelas, vue comme un bilan mitigé jusqu'à nos jours.

Enfin, nous verrons ce que réserve l'avenir à la *cidade maravilhosa*, en espérant que les méga-événements n'étaient pas uniquement une pause à la violence, que les autorités publiques prennent des décisions pour les populations locales, et que la corruption cesse d'entacher chaque événement important au Brésil. Ce qui est certain, c'est que Rio de Janeiro va continuer à voir un flux de touristes arriver au détriment de sa population locale, si les politiques publiques ne changent pas leurs priorités. Il faut donc que les associations locales continuent à lutter pour le droit des habitants des favelas afin d'améliorer leurs conditions de vie et de mettre fin à la discrimination persistante qui existe depuis des années.

Bibliographie

Monographie

Blakely, Edward, et Mary Gail Snyder, *Fortress America: Gated Communities in the United States*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 1997.

Carrel, Marion. *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: Perspectives internationales*. Presses Universitaires du Septentrion, 2016.

Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves: la formation de la société brésilienne*, Gallimard, Paris, 1978 (éd. originale: 1933). Traduction de Roger Bastide, préface de Lucien Febvre.

Garcia Castro, Demian, Christopher Gaffney, Patrícia Ramos Novaes, Juciano Rodrigues, Carolina Pereira dos Santos, et Orlando Alves dos Santos Junior. *Rio de Janeiro: Os impactos da copa do mundo e das Olimpíadas 2016*. Observatório das Metrópoles. Rio de Janeiro: Ricardo Monteiro.

Oberti, Marco, et Edmond Préteceille, *La ségrégation urbaine*, Paris, La Découverte, coll. « Repères, sociologie », 2016.

Perlman, Janice. *Favela: Four Decades of Living on the Edge in Rio de Janeiro*. Oxford University Press, 2010.

Articles scientifiques

Abreu, Mauricio de Almeida, et Gérard Le Clerre. « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro ». *Genèses* 16, n° 1 (1994): 45-68. doi:10.3406/genes.1994.1246.

Bautès, Nicolas, et Catherine Reginensi. « La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : de l'expression du désordre à la mobilisation de ressources ». *Autrepart*, n° 47 (1 mars 2010): 149-68.

Bret, Bernard. « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlsienne du territoire brésilien ». *Géocarrefour* 81, n° 3 (1 juillet 2006). doi:10.4000/geocarrefour.1931.

Broudehoux, Anne-Marie, et Jean Legroux. « L'option téléphérique dans les favelas de Rio de Janeiro ». *Téoros. Revue de recherche en tourisme* 32, n° 2 (15 décembre 2013): 16-25.

- Chetry, Michaël, et Jean Legroux. « Rio de Janeiro dans le contexte des méga-événements : le rôle des pouvoirs publics dans la ségrégation urbaine ». *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2014/2-3 (12 janvier 2015). doi:10.4000/eps.5809.
- Gaffney, Christopher. « Gentrifications in Pre-Olympic Rio de Janeiro ». *Urban Geography*, décembre 2015, 1-22. doi:10.1080/02723638.2015.1096115.
- Gaffney, Christopher. « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 ». *Journal of Latin American Geography* 9, n° 1 (2010): 7-29. doi:10.1353/lag.0.0068.
- Gaffney, Christopher. « Virando o jogo: The challenges and possibilities for social mobilization in Brazilian football ». *Journal of Sport and Social Issues* 10 (2013): 1-20. doi:10.1177/0193723513515887.
- Leite, Márcia Pereira. « La favela et la ville : de la production des « marges » à Rio de Janeiro ». Traduit par Marion Aubrée et Jérôme Souty. *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 3 (6 mai 2013): 109-28. doi:10.4000/bresils.472.
- Lopes de Souza, Marcelo, « Social movements in the face of criminal power », *City* 13, n°1 (mars 2009), 27-52.
- Peralva, Angelina. « Brésil : les nouvelles faces de la violence ». *Cultures & Conflits*, n° 6 (16 juillet 1992). doi:10.4000/conflits.676.
- Séguin, Anne-Marie. « Les quartiers résidentiels fermés : une forme ségrégative qui menace la cohésion sociale à l'échelle locale dans les villes latino-américaines? » *Cahiers de géographie du Québec* 47, n° 131 (2003): 179-99. doi:10.7202/007571ar.
- Steinbrink, Malte. « Festifavelisation: Mega-Events, Slums and Strategic City-Staging – the Example of Rio de Janeiro ». *DIE ERDE – Journal of the Geographical Society of Berlin* 144, n° 2 (19 novembre 2014): 129-45.
- Valladares, Licia. « A Gênese da Favela Carioca. A produção anterior às ciências sociais* ». *Revista Brasileira Ciências Sociais* 15, n° 44 (octobre 2000).
- Valladares, Licia. « Etude sur le logement au Brésil. » *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 1 (1987): 14.

Vidal, Laurent. « Tendances récentes de la recherche sur l'histoire du Brésil urbain ». *Histoire urbaine*, n° 12 (1 décembre 2008): 145-74.

Rapports

« Agenda de convergência Proteja Brasil. Promoção, proteção e defesa dos direitos de crianças e adolescentes em grandes eventos. » Secretaria de Direitos Humanos (SDH) da Presidência da República (PR), do Conselho Nacional dos Direitos da Criança e do Adolescente (Conanda) e das Redes Nacionais de Defesa dos Direitos da Criança e do Adolescente, 2012.

Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro. « Mega-Events and Human Rights Violations in Rio de Janeiro Dossier. Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games », novembre 2015.

Frischtak, Claudio, et Benjamin Mandel. « Crime, House Prices, and Inequality: The Effect of UPPs in Rio ». Federal Reserve Bank of New York, janvier 2012.

Jovchelovitch, Sandra, et Jaqueline Priego-Hernández. « Underground Sociabilities: identity, culture and resistance in Rio de Janeiro's favelas ». Brasília: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 2013.

Justiça Global. « Guide for Journalists and Media Professionals Human Rights Violations in the Olympic City », 2016.

« Os Donos do Morro: Uma avaliação exploratória do impacto das Unidades de Polícia Pacificadora (UPPs) no Rio de Janeiro ». Fórum Brasileiro de segurança pública, Mai 2012.

Rolnik, Raquel. « Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context ». Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, décembre 2009.

Articles non scientifiques

Denis Jacques, « Rio de Janeiro endosse sa tenue olympique », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2013, 6-7.

Gatinois Claire, « JO 2016 : Vidigal, la favela chic de Rio », *Le Monde*, 18 août 2016.

Documents internet

- « A History of Favela Upgrades Part III: Morar Carioca in Vision and Practice (2008 – Present) ». *RioOnWatch*, 2 avril 2013. <http://www.rioonwatch.org/?p=8136>.
- « Brésil ». *Amnesty International Belgique Francophone*, 2016.
<https://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/rapports-annuels/rapport-annuel-2016/ameriques/article/bresil>.
- « Brésil : le stade de Maracana à l’abandon ». *LCI*. Consulté le 28 mars 2017.
<http://www.lci.fr/international/bresil-le-stade-de-maracana-a-l-abandon-2025713.html>.
- « CENTRODEOPERACOES.RIO .RIO ». Consulté le 28 mars 2017. <http://cor.rio/>.
- « Ecpat Brasil » Quem somos ». Consulté le 28 mars 2017.
http://ecpatbrasil.org.br/?page_id=119.
- « Favela é cidade: políticas públicas em favelas são debatidas pensando no pós-Olimpíadas ». *Canal Ibase*, 5 août 2016. <http://www.canalibase.org.br/favela-e-cidade-politicas-publicas-em-favelas-sao-debatidas-pensando-no-pos-olimpiadas/>.
- Gaffney, Christopher. « Sports, infrastructure, and inclusion/exclusion dynamics in mega-events ». Consulté le 3 mai 2016.
https://www.academia.edu/19282973/Sports_infrastructure_and_inclusion_exclusion_dynamics_in_mega-events.
- Gaffney, Christopher. « Transforming Rio - for the benefit of whom? » *ICSSPE BULLETIN*. Consulté le 24 janvier 2017.
https://www.academia.edu/26009728/Transforming_Rio_-_for_the_benefit_of_whom.
- « IDB - IDB Favela-Bairro Rio slum Project ». Consulté le 23 mars 2017.
<http://www.iadb.org/en/news/webstories/2011-03-23/idb-favela-bairro-rio-slum-project,9164.html>.
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas. Consulté le 23 mars 2017.
<http://cidades.ibge.gov.br/xtras/perfil.php?lang=&codmun=330455&search=rio-de-janeiro|rio-de-janeiro>.

Iooss, Filomena. « Le 13 Mai 1888 – L’abolition de l’esclavage noir au Brésil | Brasil Azur ». Consulté le 14 mars 2017. <http://www.brasilazur.com/2013/05/le-13-mai-1888-labolition-de-lesclavage-noir-au-bresil/>.

Larousse, Éditions. « Définitions : disparité - Dictionnaire de français Larousse ». Consulté le 23 mars 2017. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/disparit%C3%A9/25926>.

« Letalidade violenta – Instituto de Segurança Pública – ISP/RJ ». Consulté le 2 juin 2017. <https://public.tableau.com/profile/instituto.de.seguran.a.p.blica.isp#!/vizhome/LetalidadeViolenta/Resumo>

« Series Historicas Letalidade Violenta », consulté le 2 juin. <http://www.ispdados.rj.gov.br/Arquivos/SeriesHistoricasLetalidadeViolenta.pdf>

« Transolimpica ». *oriodejaneiro.com*, 22 décembre 2014. <http://www.oriodejaneiro.com/transolimpica-htm/>.

Autres documents

Brunet, Normand. « Brésil: Un autre développement urbain est-il possible? » N-AERUS.

Francine Dansereau, *Ségrégation, mixité sociale, cohabitation : bref retour sur quelques notions magiques*, Texte d’une communication présentée lors de la 5e Conférence internationale de recherche sur l’habitat « À la croisée des chemins » (1992), Montréal.

« Les travaux de rénovation du Maracana surfacturés - Fil Info - Football ». *Sport24*, 13 mars 2017. <http://sport24.lefigaro.fr/football/fil-info/les-travaux-de-renovation-du-maracana-surfactures-850189>.

« O território como conceito e prática social | Observatório de Favelas ». Consulté le 27 février 2017. <http://of.org.br/acervo/o-territorio-como-conceito-e-pratica-social/>.

« Prefeitura fecha convênio com o BID para financiar Favela Bairro 3 ». *Extra Online*. Consulté le 23 mars 2017. <http://extra.globo.com/noticias/rio/prefeitura-fecha-convenio-com-bid-para-financiar-favela-bairro-3-255684.html>.

« Rocinha Sem Fronteiras demanda obras de saneamento urgentes | Combate Racismo Ambiental ». Consulté le 30 mars 2017.

<http://racismoambiental.net.br/2016/09/22/rocinha-sem-fronteiras-demanda-obras-de-saneamento-urgentes/>.

« UPP - Unidade de Polícia Pacificadora ». Consulté le 28 mars 2017.

<http://www.upprj.com/>.

Entretiens

Entretien avec un soldat de l'UPP, 28 septembre 2016. (Annexe 1)

Entretien avec Simone Colucci, 6 octobre 2016. (Annexe 2)

Entretien avec des habitants de la *favela do Salgueiro*, 30 novembre 2016. (Annexe 3)

Documents audio-visuels

Padilha José, Tropa de Elite 1, 2007.

Padilha José, Tropa de Elite 2, 2011.

L'arrivée des méga-événements à Rio de Janeiro, au Brésil, a fondamentalement modifié les dynamiques de la ville. En effet, la mise en place des politiques de pacification a eu un impact à différents niveaux, notamment sur les problèmes de disparité sociale déjà existants. Ainsi, ce travail analysera les divers impacts de ces politiques en se focalisant sur les différentes phases du processus de pacification. Il conviendra de prendre en compte les acteurs politiques de Rio de Janeiro, les habitants des favelas ainsi que les touristes arrivés en masse lors de la Coupe du Monde 2014 et les Jeux Olympiques de 2016.

Méga-événements – Pacification – Rio de Janeiro – Favelas – Disparité sociale